

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA.
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET
DES SCIENCES DE GESTION.

Département des Sciences Commerciales

Mémoire de fin de cycle

Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales

Option : Finance et Commerce International

Thème

**Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la
balance commerciale en Algérie:**

Etude économétrique sur la période (1963-2015)

Réalisé par :

1- BELKHIR Bedre-Eddine
2-M. BENOUARET Rahim

Encadré par :

Dr BOUKHEZER Nacira

Devant le jury composé de :

Mr: AMZAL Sadek
M: YOUATI Karima

Promotion 2016-2017

Remerciement

*Nous tenons tout particulièrement à remercier
notre promotrice Dr. BOUKHEZER pour ses
corrections, ainsi que pour ses remarques, ses conseils
avisés, ses commentaires et ses suggestions.*

*Nous remercions également Mr. BOUROUAHA
pour son aide*

*Nous remercions aussi tous ceux et celles qui ont
contribués de près ou de loin en nous aidant à réaliser
notre travail*

Merci.

Dédicace

*Je dédie ce modeste travail à mes parents et mes frères
et toute la famille*

BELKHIR

A tout mes amis

*Et tous ceux qui m'ont aidé de près ou de loin pour la
réalisation de ce travail*

BEDRO.

Dédicace

*Je dédie ce modeste travail à mes parents et mes frères
et toute la famille*

BENOUARET

A tout mes amis

IDIR, BOB, FOUAD, ALILOU, RAHIM, BIBOUH

BEDRO BEL KHOUYA MACHI SAHBI

Spécialement pour ma petite aimée

Sans oublier

AMINE, BOUCHRA, CHAYMA

*Et tous ceux qui m'ont aidé de près ou de loin pour la
réalisation de ce travail*

RAHIM.

Sommaire

Introduction générale	1
Chapitre 1: Historique du commerce international	4
Introduction	4
Section 1: L'évolution du commerce extérieur	4
Section 2 : Les institutions du commerce internationale	13
Section 3 : commerce extérieur en Algérie	16
Conclusion	22
Chapitre 2: Dépenses publiques, évolution du rôle de l'Etat dans l'économie	23
Introduction	23
Section 1 : généralité sur les dépenses publiques	23
Section 2 : Le rôle de l'Etat dans l'économie	26
Section 3 : l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale	32
Conclusion	39
Chapitre 3 : Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale en Algérie	40
Introduction	40
Section 1 : Analyse de l'évolution des dépenses publiques en Algérie	40
Section 2 : Analyse de l'évolution de la balance commerciale en Algérie	44
Section 3 : estimation de l'effet des dépenses publique sur la balance commerciale en Algérie par le modèle VAR	48
Conclusion	62
Conclusion générale	63

Liste des abréviations

ADF: Augmented Dikey Fuller

ADPIC: Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au commerce

AGI: Autorisation Globale d'Importation

AID: Association International de Développement

BIRD: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement

BM: Banque Mondiale

BOC: Solde des Opérations Courantes

CCI: Chambre du commerce Internationale

CNUCED: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CNUDCI: Commission des Nations Unies sur le c

DGB: Direction Générale de Budget

FMI : Font Monétaire International

FSPE: Font nationale Spéciale pour la Promotion des Exportation

GATT: Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce

GZALE: Grande Zone Arabe de Libre Echange

HOS: Hecksher-Ohlin-Samuelson

OMC: Organisation Mondiale du Commerce

ONU: organisation des Nations Unites

PIB: Produit linterieur Brute

R&D: Recherche et le Développement

SCF: Solde du compte financier

SFI: Société Financer Internationale

UE: Union européenne

USA: United State of American

VAR: Vector Auto Régression

Liste des tableaux

Tableau N°01: Evolution des dépenses budgétaires de 1963-1994.....	46
Tableau N°02: Evolution des dépenses budgétaires de 1995-2015.....	48
Tableau N°03: Evolution de la balance commerciale de 1963-1994.....	50
Tableau N°04: Evolution de la balance commerciale de 1994-2015.....	52
Tableau N°05: Application du teste ADF pour la série de balances commerciale.....	58
Tableau N°06: Application du teste ADF pour la série de dépense budgétaire.....	59
Tableau N°07: Application du teste ADF pour la série de exportation.....	59
Tableau N°08: Application du teste ADF pour la série de importation.....	60
Tableau N°09: Teste de cointégration.....	61
Tableau N°10: Teste de causalité.....	63
Tableau N°11: Estimation du modèle VAR.....	64

Liste des figures

Figure N°01: Evolution des dépenses budgétaires de 1963-1994.....	47
Figure N°02: Evolution des dépenses budgétaires de 1995-2015.....	49
Figure N°03: Evolution de la balance commerciale de 1963-1994.....	51
Figure N°04: Evolution de la balance commerciale de 1994-2015.....	53
Figure N°05: Analyse des chocs.....	66

Introduction générale

Les dépenses publiques ont longtemps été considérées par l'Etat comme une destruction des richesses tirées de l'impôt sur les personnes physiques. L'Etat n'a pas seulement que des activités administratives ; l'exercice de ses attributions le conduit à intervenir dans le domaine de la production économique, et son rôle a fait l'objet de plusieurs controverses entre différents courants de pensée économique.

En effet, les néoclassiques excluent l'intervention de l'Etat dans une économie, et affirment qu'il est analysé dans le cadre de l'échange marchand comme la somme des individus agissant collectivement. L'intérêt collectif est conçu comme un intérêt individuel commun à plusieurs personnes, et le marché seul, détermine en principe un équilibre unique et stable. L'Etat n'intervient que pour réduire les obstacles techniques qui empêchent la réalisation de l'allocation optimale des ressources (monopoles, effets externes, biens collectifs).

De ce fait, l'action de l'Etat par la politique économique est déterminée par les contraintes du marché et la suprématie des actions décentralisées. La signification de l'Etat comme centre unique de décision est donc rejetée, puisque les autorités publiques n'ont pas de fonction de préférence unique pouvant déterminer un comportement rationnel.

Pour sa part, la vision keynésienne favorise l'intervention de l'Etat et le considère à jouer un rôle très important de stimulateur de l'activité économique et de la croissance, et ce, à travers la politique budgétaire qui constitue, avec la politique monétaire, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'Etat. Elle consiste à utiliser certains instruments budgétaires (dépenses publiques, endettement public, prélèvements fiscaux...) pour influencer sur la conjoncture économique.

Ainsi, les keynésiens justifient l'intervention étatique avec des instruments budgétaires, peut servir à stimuler la demande globale et à relancer croissance économique ; Romer et Barro (Année) ont justifié l'importance des politiques dans la croissance économique qui prend la forme subvention dans la recherche et développement et aussi dans le but d'atteindre un taux croissance optimal dans une économie.

Dans le cas de l'économie algérienne, au lendemain de l'indépendance, ayant opté pour le socialisme, c'est l'Etat qui prendra en charge le développement du pays et la conduite de la politique économique en tant qu'acteur principal. En effet, les trois premières décennies de l'indépendance ont été marquées principalement par la nationalisation des secteurs clés de l'économie et la création d'entreprises publiques ainsi que la mise en place d'un processus de planification centralisé. Cela rentrait dans le cadre d'une stratégie de développement, dite des

industries « *industrialisantes* » et qui a nécessité l'engagement de dépenses publiques conséquentes.

Ces dépenses étant essentiellement tirées des recettes d'exportation du secteur des hydrocarbures, ayant connu sa phase de gloire durant cette période. Or, aux premières déstabilisations de ce secteur avec le choc pétrolier de 1986, tous les maux tant de l'appareil productif que financier ont été mis à nu, et provoque une chute brutale des recettes publiques et une hausse importante du volume d'importation de l'Algérie, vu que l'Algérie est l'un des pays importateurs dans le monde, pour ses principaux besoins.

Cette situation plonge le pays dans une profonde crise, qui s'aggravera avec l'arrivée à échéance de la dette extérieure du pays et le resserrement du marché international des capitaux, et le précipite dans un vaste processus de réformes économiques qui aura aussi, dans les années à venir, un impact dans les domaines social et culturel.¹

En effet, les importations ne cessent d'augmenter d'une année à l'autre, notamment suite à l'ouverture engendrée par le programme de réformes lancées en 1990, cette augmentation du volume d'importation entraîne un accroissement des risques tant sur le plan économique (crise financière) que social du fait de pénuries ou d'instabilité des prix.

Dans ce contexte, l'Etat doit reconsidérer sa politique commerciale et mettre en place de nouvelles mesures publiques dans le but de mieux gérer la situation.

De ce fait, l'objet de notre travail est d'essayer d'analyser, et d'apporter les éléments d'éclaircissement à la question principale suivante :

« Quel est l'effet des dépenses publiques sur le la balance commerciale de Algérie ? »

Il s'agit en fait de voir dans quelle mesure les divers programmes de dépenses publiques engagés par l'Etat, durant ses toute la période d'après l'indépendance, et spécialement, la période d'embellie financière de la décennie 2000, ont eu un impact sur l'équilibre de la balance des paiements du pays et notamment sur la balance commerciale.

Il s'agit aussi de voir l'impact sur les efforts de diversification de l'économie et la réduction de la facture d'importation dans un contexte d'ouverture sur l'extérieur et les efforts d'adhésion à l'OMC.

Nous lançons notre recherche en considérant que les divers programmes de dépenses publiques, ont eu un impact positif sur la structure de la balance commerciale, et aussi et surtout sur réduction de la facture d'importations du pays.

¹ Mouhoubi, S. (1990), « L'Algérie et le tiers-monde face à la crise », Edition ATTARIK, P9

Pour la conduite de notre travail, nous commencerons par un chapitre théorique rappelant le rôle de l'Etat dans la théorie économique et la notion de dépenses publiques dans la croissance (Théories de la croissance). Nous détaillerons, dans un second chapitre, l'évolution de la place de l'Etat en Algérie, durant la période de planification.

Nous finirons par une évaluation sur l'impact des dépenses publiques des divers programmes de développement lancés dès le début de la décennie 2000, sur l'équilibre de la balance des paiements, par une étude empirique en utilisant la méthode VAR, basée sur les données annuelles couvrant la période 1963-2015.

Nous conjuguerons l'analyse historique et descriptive, à l'étude empirique en nous basons sur les ouvrages généraux sur la théorie économique et les ouvrages spécialisés concernant le commerce extérieur et l'économie algérienne, mais aussi des bases de données des organismes FMI, la Banque Mondiale, la Banque d'Algérie, l'ONS.... pour la partie empirique.

Chapitre 1 : Historique du commerce international

Introduction

L'importance du commerce international varie en fonction des pays, certains pays n'exportent pas pour élargir leurs marchés intérieurs mais juste pour aider certains secteurs tel que le secteur d'industriel.

D'autre sont largement dépendants des échanges internationaux pour l'approvisionnement en biens destinés à la consommation immédiate ou leurs revenus en devise. L'importation du commerce international dans la croissance a largement été soulignée ces dernières années par certaines organisations internationales comme le rapport sur le commerce mondial de L'OMC, ainsi des conférences des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Ces derniers ont souvent dénoncé l'inégalité des termes de l'échange, c'es-à-dire le fait que leurs échange, déficitaires.

Section 1 : L'évolution du commerce extérieur

Avant 1800, le commerce entre les nations peut être expliqué par deux grands motifs, selon que l'on raisonne sur les importations ou sur les exportations. Le premier principe explicatif est celui de l'indispensabilité des biens : un pays importe ce qu'il ne peut pas produire, en général pour des raisons d'ordre climatique ou bien en l'absence de certains minéraux sur le territoire national. Le second est celui de la recherche des débouchés pour les productions nationales dans les deux cas, il n'est pas vraiment indispensable de construire une théorie pour expliquer les mouvements internationaux de marchandise².

1.1. L'évolution du commerce extérieur dans le monde

Le monde a connu quatre périodes d'évolutions

1.1.1. La période 1800-1913

C'était le siècle de rupture, vu les nouveaux changements que le monde a enregistré durant cette période, on peut citer quelque principaux factures comme :

- ✓ La révolution industrielle qui a permis sans précédent des échanges.
- ✓ La révolution démographique ou la population du monde est multipliée par 3.
- ✓ La révolution des transports et l'organisation des marchés internationaux.
- ✓ La diversification des systèmes bancaire et le développement des bourses.

² Rainelli, M. (2002), « Le commerce international, repères », la découverte, 8^{eme} édition.

Ces facteurs et beaucoup d'autres, ont contribué à l'épanouissement du commerce international où il a augmenté au 18^e siècle à un rythme supérieur à celui de la production mondiale, notamment sa multiplication par 25 durant cette période.³

1.1.2. La période 1913-1945

Le début de cette période est marqué par la spécialisation des pays européens dans la production et l'exportation des produits manufacturés et l'importation des matières premières des autres régions du monde comme l'Afrique.

Les échanges internationaux augmentent plus rapidement que la production mondiale impliquant une interdépendance croissante. Extérieurement étaient la Grande Bretagne puis la France et suivirent d'autres. Toutefois, cette période est marquée par des troubles politiques, sociaux et économiques, notamment les deux guerres mondiales (entre 1914-1918 puis entre 1939-1945) et la crise économique (1921-1929)⁴.

1.1.3. La période 1945-1990

Cette période se caractérise par un commerce hiérarchique après la seconde guerre mondiale, marqué par la naissance d'une nouvelle puissance d'une nouvelle puissance (Etats-Unis) et le recul de l'Europe.

En effet, l'essentiel du commerce mondial s'effectue au sein du mode industriel « 70% du commerce total ». Les pays en voie de développement, en réalisent un peu plus d'un quart (27%) et les pays en transition seulement (3%). La majeure partie de ces échanges est réalisée à l'intérieur de la « triade » : les quatre cinquièmes des échanges internationaux ont pour origine et/ou pour destination l'un des trois pôles⁵.

1.1.4. La période 1990 à nos jours

Le début des années 90 semble marquer un nouveau déplacement du centre d'impulsion du commerce international vers les pays du sud, les exportations des pays en voie de développement ont crû en volume de plus de 9,5% à partir de la fin de 90. Cette période est marquée par l'instauration internationale⁶

Tout d'abord, le commerce mondial augmente fortement en 1994 (+11%) après plusieurs années de relative stagnation. La hausse s'explique essentiellement par une reprise économique en Europe après une année 1993 particulièrement mauvaise.

³ Rainelli, M, op.ci P 8.

⁴ Rainelli.M, ibid, P 11.

⁵ Mucchielli.J.L.(2005), « Relations économiques internationales », Panthéon sorbonne, Paris,.

⁶ Rainelli.M, (2002), op.cit pp 13-18.

Cette hausse amorce une période de cinq années (1994-1998) durant lesquelles les échanges internationaux vont fortement augmenter (+7/an en moyenne), notamment grâce à la baisse des coûts de communication et de transport, ainsi qu'à la libéralisation des échanges commerciaux dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce(OMC), créée en 1995.

A cela il convient d'ajouter l'amplification du phénomène de délocalisations menées par les multinationales issues des pays industrialisés vers les pays émergents, ainsi que la multiplication des projets de fusion et acquisition entre les deux rives de l'Atlantique.

En 1998, la crise des pays émergents (notamment asiatiques) entraîne une rupture de la dynamique des échanges. En effet, la sortie des capitaux de ces pays va les plonger dans une violente récession. Plusieurs pays émergents vont alors faire évoluer leur stratégie économique pour devenir mercantilistes et ainsi accumuler des devises et pouvoir faire face à ces situations.

Ensuite, en 2000 et 2001, interviennent respectivement la crise de la bulle internet et l'intégration de la Chine au sein de l'OMC, ce qui marque le début d'une nouvelle ère du commerce international. En effet, dans le même temps, les pays émergents développent leur stratégie basée notamment sur le faible coût de leur main d'œuvre pour attirer les multinationales afin qu'elles produisent dans leurs pays pour ensuite réexporter toute partie de cette production dans les pays industrialisés (Europe et Etats-Unis en tête).

Dès lors, les chaînes de valeur (ensemble des étapes nécessaires à la fabrication d'un produit) s'allongent, se fragmentent des échanges entre les pays car les composants d'un même produit passent plusieurs fois les frontières.

Au niveau comptable, ce phénomène accroît les chiffres du commerce extérieur qui augmentent de près de +70% entre 2000 et 2007. La crise de 2008-2009 vient alors stopper net cette dynamique avec un effondrement brutal du commerce international⁷.

1.2. Les théories du commerce international⁸

Nous avons plusieurs théories du commerce extérieur

1.2.1. la théorie de l'avantage absolu (A. SMITH)

Au 18^e siècle, Adam Smith défend l'idée que chaque pays doit se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose d'un avantage absolu en termes de coût et de technicité. Smith constate une division internationale du travail qui s'accompagne d'une spécialisation des nations dans certaines productions.

⁷ OMC, Rapport sur le commerce mondiale, 2013, site web : <https://www.bsi.economice.org>, date de consultation : 22-12-2016

⁸ Kheladi, M. « Introduction aux relations économiques internationales » Office des publications universitaires, P56

A. Principes des avantages absolus

- chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la ou les productions dans la quelles il est le plus compétitive que les autres pays.
- La nation va se spécialiser dans la fabrication d'un bien lorsque le cout absolu est meilleur que partout ailleurs dan le monde

B. Hypothèses du modèle

Le modèle se base sur deux pays, deux biens (X et Y), un seul facteur de production et l'immobilisation du facteur travail entre pays et mobilité parfaite à l'intérieur. Smith donne l'exemple du Portugal et l'Angleterre

	Nombre d'unités de X produites par unité de travail	Nombre d'unités de Y produites par unité de travail
ANG	100 X	40 Y
POR	25 X	50 Y

En consacrant une unité de travail à produire X, l'Angleterre en produit 100 unités et le Portugal 25, mais la même unité de travail consacrée à produire Y, en donnera 40 unités à l'Angleterre mais 50 en Portugal.

- L'Angleterre a les meilleurs prédispositions pour la production de X (100 unités contre seulement 40 pour le Portugal)
- Le Portugal a les meilleures prédispositions pour la production de Y (50 unités contre uniquement 25 pour l'Angleterre)

L'Angleterre aura, donc, tout intérêt à se spécialiser dans la production du bien pour lequel il a les meilleures qualifications (ici X qui est un produit manufacturé) et le Portugal à se spécialiser dans la production du bien pour lequel il a les meilleures qualifications, également (ici Y). Angleterre vendent X à Portugal et lui achetant Y, l'avantage que tire chacun des pays de la spécialisation s'explique de la façon suivante :

- Avec 2 unités de travail qu'il possède, l'Angleterre peut produire 100 unités de X et 25 unités Y ou bien 200 unités de X et zéro Y ou bien encore 80 unités de Y et zéro de X.
- Avec ses 2 unités de travail, Portugal peut produire 25 unités de X et 50 unités Y ou bien 50 unités de X et zéro Y ou bien encore 100 unités de Y et zéro X

Avant l'ouverture aux échanges internationaux, chaque pays était obligé de produire et son X et son Y, quels qu'en soient les couts de production. Angleterre produit (100 X + 25 Y) et Portugal produit (25 X + 50 Y), ce qui porte la production mondiale à 125 X et 90 Y.

La spécialisation et le commerce international vont améliorer les rendements à l'échelle mondiale dans le terme suivants :

		production X	Production Y
Avant	Angleterre	100 Unités	40 Unités
	Portugal	25 Unités	50 Unités
	Total	125 Unités	90 Unités
Après	Angleterre	200 Unités	00 Unité
	Portugal	00 Unité	100 Unités
	Total	200 Unités	100 Unités

La spécialisation et l'échange international font passer la production mondiale de X 125 à 200 unités et la production mondiale de Y 90 à 100 unités. Smith établit ainsi, de manière irréfutable que le commerce entre nation accroît la production mondiale.

1.2.2. La théorie des coûts comparatifs

David Ricardo complète l'analyse de Smith et démontre que même en l'absence d'avantage absolu, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production dans laquelle il est relativement le meilleur ou encore moins mauvais.

Un pays se spécialise dans la fabrication du bien pour lequel il dispose d'un avantage absolu meilleur. L'autre pays va se spécialiser dans le bien pour lequel il est moins désavantagé.

A. Les hypothèses de la théorie

- Il y a deux pays (Angleterre et Portugal) qui produisent deux biens (X et Y) par le moyen d'un seul facteur de production : le travail (w).
- Les couts de production sont fixes.
- Les fonctions de production sont différentes entre les 2 pays.
- Il y a une concurrence totale sur les facteurs de production entre les biens.
- Les couts de transport sont négligeables.
- Les facteurs de production sont parfaitement mobiles à l'intérieur de chaque pays et absolument immobiles entre les pays.
- La monnaie n'entre pas en ligne de compte car les échanges se font sous forme de troc

Soient les données synthétisées dans le tableau suivant :

	Quantité de W nécessaire pour produit une unité de X	Quantité de W nécessaire pour produit une unité de Y
Angleterre	80 heures	90 heures
Portugal	120 heures	100 heures

B. Analyse des effets de la spécialisation

Essayons d'en faire une lecture en lignes et une lecture en colonnes.

- Lecture en ligne : une différence de productivité entre secteurs

La lecture en ligne compare les productivités entre secteurs à l'intérieur d'une même nation. Avant l'ouverture, l'Angleterre dépensait 80 unités de travail pour produire une unité de X et 90 pour produire une unité de Y. Le coût d'une unité de X est inférieur au coût d'une unité de Y, ou alors les travailleurs de l'Angleterre du secteur production de X, sont plus productifs que ceux du secteur de production de Y. Quant au Portugal, il dépense 120 unités de travail pour produire une unité de X et seulement 100 pour produire une unité de Y. Il va de soi qu'au Portugal les travailleurs du secteur de Y sont plus productifs que ceux du secteur de X.

- Lecture en colonnes : une différence de productivité entre pays

La lecture en colonnes compare les productivités dans le même secteur entre deux pays. Dans le secteur du bien X, les travailleurs de l'Angleterre sont plus productifs que ceux du Portugal, puisqu'ils ne déposent que de 80 unités de travail pour en produire une unité, contre 120, dans le Portugal. Dans le secteur du bien Y, les travailleurs de l'Angleterre, sont également plus productifs que ceux du Portugal, il ne leur faut que 90 unités de travail pour en produire une unité, contre 100 au Portugal. Pour les deux biens, les travailleurs de l'Angleterre sont meilleurs que ceux du Portugal.

Cette double lecture nous amène aux résultats suivants.

D'une part les travailleurs de l'Angleterre sont très performants partout mais ils sont encore meilleurs dans le secteur du bien X que dans le secteur du bien Y. Il serait irrationnel pour ce pays de continuer à soustraire des moyens du secteur X où il est très productif pour les consacrer au secteur Y où il l'est moins. S'il pouvait acheter de l'étranger le bien Y, même à un prix légèrement supérieur au prix domestique, il arrêterait de le produire pour se consacrer entièrement à la production du bien X.

Chaque unité de Y qu'il importe lui économise 90 unités de travail qu'il consacra à produire 1,125 unité de X. d'autre part, les travailleurs de Portugal sont mauvais partout, mais ils encore plus mauvais pour X que pour Y. il serait alors irrationnel pour ce pays de continuer à consacrer des moyens à produire le bien X pour lequel il est franchement mauvais. Par conséquent s'il pouvait, il choisirait d'acheter de l'extérieur le bien X qui lui coûte trop cher à produire, chaque unité qu'il en importe, lui économise 120 unités de travail qu'il peut consacrer à produire 1,2 unités de Y.

	Avant spécialisation	Après spécialisation
Quantité de X produite par les deux pays	2	2,2
Quantité de Y produite par les deux pays	2	2,125

Un tel résultat se suffit à lui-même : il y a bien accroissement des richesses créées par suite de la spécialisation. Si nous supposons qu'une unité de X s'échange contre une unité de Y, les deux pays consommeront les quantités suivantes :

Angleterre : $1,2 X + 1 Y$

Portugal : $1 X + 1,125 Y$

L'échange a amélioré la situation des deux nations et ce résultat est obtenu de la différence de productivité qui existe entre deux secteurs de production au sein de chaque pays.

1.2.3. La spécialisation selon la différence de dotation en facteurs

C'est à la faveur de la grande crise de 1929 que vit le jour une autre théorie qui va essayer d'expliquer l'avantage des relations économiques internationales non plus sur la base d'une différence de productivités entre secteurs mais sur la base d'une différence de dotation en facteur entre nations. Cette théorie a été ébauchée par un économiste suédois Eli Hecksher et continuée par un de ses disciples dénommé Bertil Ohlin. C'est pourquoi cette théorie est connue sous le nom d'Hecksher-Ohlin. Plus tard lorsque Samuelson lui apporta quelques perfectionnements mathématiques, on y adjoignit son nom pour donner : la théorie H-O-S

A. Le modèle H-O-S

Chaque pays est doté d'une certaine dotation factorielle, c'est-à-dire une combinaison du facteur travail et capital (L et K). Le modèle HOS reprend cette notion de dotation factorielle pour expliquer la théorie de la spécialisation.

Selon ce modèle chaque pays doit se spécialiser dans la production dont il dispose en abondance.

Alors pour H-O-S, l'échange se présente comme un échange de facteurs de production abondants contre des facteurs rares.

B. Les hypothèses du modèle

- Deux pays, deux biens et deux facteurs de production
- L'un des biens est intensif (le facteur w est utilisé intensivement) et l'autre est intensif en K

- Le marché est de concurrence pur et parfaite
- Les dotations factorielles sont différentes dans les deux pays
- Les facteurs sont mobiles à l'intérieur et immobiles à l'extérieur
- Il ya pas de facteurs oisif dans les deux pays

Le cadre général étant ainsi posé, la spécialisation qui s'en dégage relève de l'évidence

Le pays qui est fortement doté en travail va se spécialiser dans la production du bien dont la production exige beaucoup de travail, et importer l'autre bien	Le pays qui est fortement doté en capital va se spécialiser dans la production du bien dont la production exige beaucoup de capital, et importer l'autre bien
---	---

1.2.4. La spécialisation selon la différence de technologie

Les années 60 ont vu l'épanouissement d'une ample réflexion sur les concepts de capital humain et de recherche et développement, qui ont, sans doute, fait le lit de la théorie d'une spécialisation sur la base de la différence de technologie qui existe entre pays.

La thèse a été développée d'abord Michael Ponsler, puis reprise par Raymond Vernon, à la faveur d'une étude qu'il avait menée sur les activités des firmes multinationales et les modalités historiques de leur expansion. Elle a été popularisée sous l'appellation de thèse du cycle de vie du produit. L'approche de Vernon découle d'observations empiriques et historiques, renforcées par une synthèse de la production statistique. L'auteur part des faits historiques avérés tels que :

- Les Etats-Unis sont fortement dotés en ressources de toute espèce mais manquent cruellement de main-d'œuvre et de main-d'œuvre qualifiée.
- La rareté de la main-d'œuvre tire les salaires vers le haut et autorise aux travailleurs un niveau de vie relativement élevé qui se traduit pour une demande accrue de produit variés et en grandes quantités.
- Les producteurs se sont retrouvés devant le dilemme de devoir produit beaucoup mais sans recourir à une main-d'œuvre rare onéreuse. Ils vont donc essayer de faire preuve d'ingéniosité en réalisant des montages mécaniques simples, souvent rudimentaires mais efficaces qu'ils utiliseront en lieu et place de travailleurs.

Produire dans ses conditions, les biens conventionnels ont des caractéristiques de qualité, de quantité, d'emballage, de forme qui leur sont propres et qui en font quasiment des produits nouveaux. Ainsi, explique Vernon, c'est la rareté de la main-d'œuvre et son manque de qualification qui fouettent l'esprit inventif et créatif de l'entrepreneur américain qui est constamment mis au défi de faire preuve d'initiative innovante pour offrir des produit nouveaux. Une fois conçu, produit et mis sur le marché ; un produit poursuit un cycle de vie classique : **naissance- maturité- déclin**. La spécialisation des nations en vue d'échange

internationaux va se faire en rapport avec ces trois principales phases du cycle de vie du produit.

Aux Etats-Unis : les produits nouveaux

Les conditions historiques de son émergence et de son développement mettent l'Amérique dans le rôle de la nation qui par nécessité, doit inventer et innover. Les Etats-Unis vont donc, de fait, se spécialiser dans la production et l'exportation de produits nouveaux.

En Europe : les produits intermédiaires

Une fois les besoins domestiques satisfaits, les Etats-Unis vont exporter une partie de leurs produits vers les pays qui ont un niveau de vie similaire et où une demande potentielle existe pour ce type de produit : ce sont les pays d'Europe occidentale. Ceux-ci vont pour un temps se contenter de consommer des produits d'importations puis vont essayer de les fabriquer localement. Comme la main d'œuvre y est à meilleur marché, les coûts et les prix y seront moindres, alors pour préserver leurs intérêts, les entreprises américaines, vont être obligées d'investir en Europe afin de profiter de la main d'œuvre locale à bon prix.

Le bien considéré est maintenant produit à grande échelle par de nombreuses firmes et sa consommation se généralise non seulement en Europe, mais touche également certaines catégories sociales des pays dits tiers-monde qui ont un niveau de vie approchant le niveau de vie européen.

Au reste du monde : les produits banals

Nous n'avons, désormais, plus à faire à un produit de luxe, mais un produit de large consommation dont les caractéristiques (formes, poids, couleurs...) ne sont plus améliorables. La technologie de production du bien étant tombée dans le domaine public, des entreprises de pays du tiers monde vont commencer à le produire, le mettant massivement à la portée de l'ensemble des consommateurs du monde. L'entreprise américaine qui l'avait mis au point en a perdu depuis longtemps le monopole, mais elle n'en a cure, elle a déjà cessé de le produire, reportant son attention sur la mise au point de produits nouveaux, avec lesquels va commencer un autre cycle. L'Amérique en sera quitte pour importer le « vieux » produit du tiers-monde à un coût dérisoire.

L'intérêt de cette thèse est qu'elle opère un dépassement de la spécialisation statique (ou passive) où ce sont des données naturelles qui déterminent le secteur de spécialisation d'un pays, pour une spécialisation dynamique (ou active). Nous en retenons qu'un état interventionniste, volontariste peut modifier la spécialisation en consacrant par exemple, des budgets importants à la R&D et au système éducatif de manière générale.

L'explication de VERNON est d'avantages un constat qu'un modèle théorique, car c'est un fait que de nombreux produits que nous utilisons (automobile, télévision, calculatrice, ampoule électrique...) ont suivi un cycle grossièrement conforme au cycle de vie du produit.

En outre, elle colle mieux à la réalité en reconnaissant, explicitement, l'existence de différences de niveaux de développement entre pays, mais elle se heurte à des écueils qui amoindrissent son pouvoir explicatif :

- L'auteur fait preuve d'un certain dogmatisme, en mettant les Etats-Unis au cœur du système monde, niant aux autres la possibilité d'innover et d'inventer.
- L'évolution de l'économie mondiale au cours du dernier quart du XX^e siècle, montre que le cycle de vie s'est altéré et s'est accéléré de telle manière que les différentes phases de la vie d'un produit ne sont plus aussi distinctes qu'elles avaient pu l'être juste après-guerre. Les produits nouveaux tendent de plus en plus à démarrer directement sur un marché à l'échelle mondiale, plutôt qu'à le conquérir par étapes.
- L'élaboration et la mise sur le marché d'un produit nouveau, sont des opérations qui reviennent si cher, que si l'on veut le rentabiliser dans un délai raisonnablement court, il faut le mettre dès le premier jour sur le marché mondial, le marché national s'avérant toujours insuffisant.
- Il est exagéré, sinon erroné, de dire que c'est le marché domestique qui fixe les normes et la cadence... de l'innovation. Certains pays sont de gros exportateurs alors même que leur marché domestique est réduit ; ils produisent directement pour les besoins du marché mondial (Pays-Bas, suisse, Hong Kong)

Ainsi, après avoir jeté un œil sur les aspects théoriques relatifs au commerce international, nous développerons dans le point suivant, les institutions du commerce international.

Section 2 : Les institutions du commerce international

L'interdépendance économique croissante des nations rend celles-ci tributaires des organisations et des institutions économiques internationales qui coordonnent les actions monétaires, financières et commerciales à l'échelle mondiale. En matière de commerce international, les institutions jouent un rôle prépondérant.

2.1. La banque mondiale (BM)

La BM, devenue en 2007, le groupe de la banque mondiale, est une alliance de cinq organisations internationales créées pour lutter contre la pauvreté en apportant des financements aux Etats en difficulté. La plus grande organisation de ce groupe est la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Son fonctionnement est assuré par le versement d'une cotisation réglée par les Etats membres.

Son siège est à Washington. Le président est élu pour cinq ans par le conseil des administrateurs de la banque. Elle fait partie des organismes composent l'organisation des nations unies (ONU)⁹

Le groupe de la banque mondial est constitue de cinq organisations :

- La banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- L'association internationale de développement (AID), fondée en 1960, ses prêts sont réservés aux pays les moins développés
- La société financière internationale (SFI), fondée en 1956, pour financer les entreprises privées.
- Le centre international de règlement des différends relatifs aux investissements, fondé en 1966.
- L'agence multilatérale de garantie des investissements, fondée en 1986.

2.2. Conférence des nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Créée en 1964, la CNUCED vise à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon a favoriser leur essor, elle est devenue progressivement une institution compétente, fondée sur le savoir, dont les travaux visent a orienté le débat et les réflexions actuels sur la politique générale du développent, en s'attachent tout particulièrement à faire en sort que les politiques nationales et l'action internationale concourt ensemble à faire naitre le développement durable¹⁰. Pour remplir son mandat, l'organisation exerce trois fonctions principales :

- Elle fonctionne en tant que lieu de débats intergouvernementaux, étayés par des discussions d'experts et par un échange d'expériences, l'objectif étant de créer un consensus.
- Elle réalise des travaux de recherche et des analyses et rassemble des pour alimenter les discussions des experts et des représentants des gouvernements.
- Elle dispense une assistance technique adaptée aux besoins des pays en développement, une attention particulière étant accordée à ceux des pays les moins avancés et des pays en transition. S'il y a lieu, la CNUCED coopère avec d'autres organisations et avec les pays donateurs pour la prestation technique.

Cet organisme est à l'origine du développement du système douanier automatisé (SYDONIA). La CNUCED a aussi été mandaté pour le développement d'un système d'information sur les produits de bases et les marches : INFOCOM et INFOSHARE.

⁹ La banque mondiale, <https://Annuaire.lodistiqueconseil.org>, date de consultation : 08-03-2017

¹⁰ Conférence des nations unies sur le commerce et le développement, <http://annuaire.logistiqueconseil.org>, date de consultation : 08-03-2017.

2.3. La chambre du commerce international (CCI)

La CCI représente mondialement les entreprises et a pour objectif de favoriser les échanges et l'investissement, l'ouverture des marchés aux biens et aux services, et la libre circulation des capitaux. Elle compte comme membre des milliers d'entreprises présentées dans 130 pays. Son secrétariat international se trouve à Paris. La chambre de commerce internationale rédige depuis plusieurs années des règles ou contrats types dans tous les domaines de la vie des affaires. Ces règles sont souvent reprises dans tous les domaines de la vie des affaires¹¹

2.4. L'organisation mondiale du commerce (OMC)

L'OMC est la seule organisation internationale qui s'occupe de la règle régissant le commerce entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les accords de l'OMC, négociés et signés par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités. Elle a été créée le 01-01-1994, elle compte 162 membres, son siège est à Genève en Suisse et son budget est de 197 millions de francs de franc suisse. L'OMC a comme fonction¹² :

- Administration des accords commerciaux de l'OMC.
- Cadre pour les négociations commerciales.
- Règlement des différends commerciaux.
- Suive des politiques commerciales nationales.
- Assistance techniques et formation pour les pays en développement.
- Coopération avec d'autres organisations internationales.

2.5. La commission des Nations-Unies pour le développement du commerce international (CNUDCI)

La CNUDCI étudie un projet de loi pour l'unification des règles du commerce international, afin d'uniformiser les pratiques commerciales et de les adapter à l'évolution des techniques de transport et logistique. La CNUDCI contribue à la promotion de l'état de droit dans les relations commerciales et le commerce international ainsi qu'à la construction de l'état de droit au sens large aux niveaux national et international. Ses activités constituent un point d'articulation entre les deux mais également entre le droit public et le droit privé. Les réformes normatives qui sont issues de ses travaux ont de ce fait un impact sur le développement économique et commercial des Etats¹³.

¹¹ La chambre du commerce international, <http://annuaire.logistiqueconseil.org/date> de consultation :08-03-2017.

¹² OMC, site web <http://www.wto.org>, date de consultation 08-03-2017.

¹³ CNUDCI, site web : <https://www.uncitral.org>, date de consultation : 08-03-2017.

2.6. Le fond monétaire international (FMI)

Le FMI est une organisation regroupant 189 pays. Il a pour mission de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi et la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté.

Le FMI occupe une position centrale dans le système monétaire international. C'est-à-dire dans le système des paiements internationaux et des taux de change entre les monnaies nationales qui permet les transactions internationales.

L'institution a pour but de prévenir les crises systématiques en encourageant les pays à adopter des politiques économiques saines ; comme son nom l'indique, elle est en même temps un fond auquel les états membres qui ont des besoins de financement temporaires peuvent faire appel pour remédier à leur problème de balance de paiement¹⁴.

Section 3 : Le commerce extérieur en Algérie

Jusqu'à l'indépendance, le commerce extérieur de l'Algérie constituait une partie du commerce extérieur de la France. Cependant, depuis 1963, l'Etat algérien gère toutes les opérations d'importation et d'exportation. Cette situation de monopole a duré jusqu'à la fin des années 80 et le début des années 90, où le commerce extérieur a entamé un processus de libéralisation.

3.1. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur

La crise amorcée en 1986 a constitué le catalyseur qui a rendu inéluctable le lancement des réformes et en premier lieu dans leur volet relatif au commerce extérieur. La réforme du commerce extérieur, depuis cette date a suivi plusieurs étapes caractérisées par des hésitations, des demi-mesures, un vide total et enfin une rupture brutale.

La période 1986-1988 est considérée comme étant la première tentative de mettre fin à la réglementation relative aux autorisations globales d'importation (AGI) et à la loi 78-02 relative au monopole de l'état sur le commerce extérieur.

Cette période verra la mise en place de plans de financement établis par produit, par opérateur et des plans de distribution. Ce sera, pour cette période, la seule réglementation en matière de commerce. Une deuxième étape sera entamée avec l'annulation de la loi 78-02 relatives au monopole de l'état sur le commerce extérieur et son remplacement par la loi 88-29 du 19 juillet 1988 relative à l'exercice du monopole de l'état sur le commerce extérieur.

¹⁴ FMI, site web : <https://www.imf.org>, date de consultation : 08-03-2017

Pour l'essentiel, cette loi conserve le monopole de l'état sur le commerce extérieur mais supprime les délégations antérieures données à un opérateur pour tel ou tel produit.

Elle introduit aussi, des concepts de concessions et de cahier des charges. Le secteur privé reste soumis au régime des licences d'importation et se voit toujours interdit l'accès à la revente en l'état.

Jusque-là, une véritable rupture avec la réglementation ancienne. Mieux encore, apparaît une contradiction entre l'objectif recherché d'une régulation économique par le marché et l'allocation administrée des ressources constituées par les budgets-devises et les licences d'importation.

3.2. Libéralisation du commerce extérieur en Algérie

Cette période a commencé durant le premier trimestre 1994, avec la conclusion de l'accord sur l'ajustement structurel avec le FMI.¹⁵ Des mesures plus sévères ont été imposées aux exportateurs, notamment :

- L'établissement d'un certificat d'inspection attestant de la conformité et de la quantité des produits destinés à l'exportation ; les produits agricoles et agroalimentaires bénéficient d'un label de qualité et les produits industriels sont dispensés de ce certificat d'inspection.
- La fixation du pourcentage des recettes d'exportations à inscrire aux comptes devise « personnes morales » à 50% et ce pour tout produit en dehors des pourcentages prévus dans le règlement 90-02 du 28.06.1990 le client exportateur peut bénéficier selon l'article n°3 d'avance sur l'exportation dont les modalités seront fixées par voie d'instruction.

Il faut signaler le rôle du ministère du commerce en matière d'exportation consistant à :

- La mise en place d'un système d'information sur la relation des échanges commerciaux extérieurs.
- Création des missions commerciales à l'étranger et d'animation des services commerciaux.
- En matière d'assurance à l'exportation, la loi de finance pour 1994, article n°166 a prévu la prise en charge par l'Etat des risques dits politique.
- Un règlement modificateur du règlement fixant le droit de change au titre des indemnités compensatrices des frais engagés à l'occasion de mission temporaires à l'étranger a été prévu.
- La loi de finance pour 1996 a prévu dans son article n°195, un soutien de l'Etat à la promotion des exportations hors hydrocarbures. Toutefois, le soutien financier prévu par cet article est à l'évidence insuffisant au regard de l'objectif d'exportation de 02 milliards de dollars, fixé pour l'an 2000 par le gouvernement, aux exportations hors hydrocarbure.

¹⁵BENISSAD, H. (1994). «L'ajustement structurel objectifs et expériences », alim édition.

En effet, ce soutien se limite à couvrir uniquement les dépenses suivantes telles que libellés par l'article n°195, à savoir ; les échanges liés à l'étude des marchés extérieurs, à l'information des exportations et à l'étude pour l'amélioration de la qualité des produits et services destinés à l'exportation, et les aides de l'Etat à la promotion des exportations à l'information à travers la participation aux foires et expositions à l'étranger.

L'article n°195 a également prévu la mise sur pied d'une législation faisant systématiquement bénéficier les entreprises qui exportent des produits autres que les hydrocarbures

- De l'exonération des droits de douane et taxes sur les matières premières, intrant et autres biens importés dans le cadre de la fabrication des produits destinés à l'exportation, étant entendues que les exonérations fiscales accordées déjà soient maintenues.
- D'un taux réduit le salaire ou le titre de la cotisation patronale à la sécurité sociale au prorata du chiffre d'affaire en devise.
- De crédit à l'exportation.

3.3. Les accords internationaux de l'Algérie

Il y a deux principaux accords qui lient l'Algérie à l'Union européenne, et la grande zone arabe

3.3.1. L'accord d'association avec l'union européenne

L'accord euro-méditerranéen établissant une association entre l'Algérie et la communauté européenne est enté en vigueur le 1^{er} septembre 2005. Cet accord a pour objectifs de favoriser le dialogue politique et économique, de promouvoir la condition dans les domaines économique, social, culturel et financier et de fixer les conditions de la libéralisation progressive des échanges de biens, de services et de capitaux.

Les dispositions douanières relatives à la circulation des marchandises entre l'Algérie et la communauté européenne constituent le principal volet intéressant les opérateurs économiques (importations et exportations).

Cet aspect est celui au titre 02 de l'accord intitulé « libre circulation des marchandises ». A ce titre, l'accord prévoit plusieurs schémas de concessions tarifaires pour les exportations de produits algériens vers l'union européenne et les importations algériennes de produits originaires de la communauté qu'ils soient industriels ou agricoles.

Sont considérés comme étant des produits originaires d'Algérie ou de la communauté : les produits entièrement obtenus en Algérie ou dans la communauté et les produits obtenus dans l'une ou l'autre partie et contenant des matières qui n'y ont pas été entièrement obtenus à condition que ces matières aient fait l'objet en Algérie ou dans la communauté d'ouvrages ou de transformations suffisantes au-delà des ouvrages qu'il est conditionné à l'article n°07 du protocole n°06 de l'accord.

Dans le cadre de l'établissement d'une zone de libre-échange entre la communauté européenne et les pays magrébins, des règles communes ont été fixées en matière de cumul dans l'utilisation des matières originaires de pays partenaires. Cette utilisation confère aux produits le caractère originaire dans le pays où ils ont été fabriqués. Il demeure entendu que ce type de cumul ne pourra être mis en œuvre que lorsque les Etats du Maghreb auront des règles identiques en matière de définition d'origine¹⁶.

3.3.2. L'accord d'association avec la grande zone arabe (GZALE)

La convention de facilitation et de développement des échanges commerciaux entre les Etats arabes est entrée en vigueur le 01 janvier 2009. Cette convention et son programme exécutif prévoient l'établissement d'une zone arabe de libre échange entre les parties contractantes. Son objectif est de relancer le processus de l'intégration économique Arabe.

Les dispositions de cette convention et son programme exécutif s'appliquent aux produits originaires de cette zone pouvant être échangés sous un régime tarifaire préférentiel entre l'Algérie et les Etats Arabes. A l'exception : d'une liste des produits exclus des avantages fiscaux.

Les produits originaires des Etats Arabes, non exclus de la zone arabe de libre échange qu'ils soient importés en Algérie ou exportés de l'Algérie vers un pays arabe, bénéficient d'une exonération totale des droits de douane et des droits et taxes d'effet équivalent.

Afin d'éviter les pratiques frauduleuses et de préserver les intérêts du trésor public, la détermination et les contrôles de l'origine des marchandises s'avèrent indispensables ; toutes marchandises importées ou exportées dans le cadre de la zone Arabe de libre échange (GZALE) doivent satisfaire au principe des règles annoncées dans l'article n°09 de la convention. Ces règles sont régies par les décisions du conseil économique et social chargé de la mise en œuvre du programme exécutif¹⁷

²Ministère du commerce, (2008), « Recueil des procédures du commerce extérieur algérien », ALGEX, p-14

¹⁷ Association avec la zone Arabe, site web : <https://www.douane.gov.dz>, date de consultation : 05-03-2017

3.4. L'adhésion de l'Algérie à l'OMC

L'adhésion à l'OMC ne se fait pas d'une manière automatique. Une série de négociation doit être entretenu entre cette organisation et le pays qui affiche une envie d'affiliation et qui doit assumer une série de coûts d'ajustement sectoriels et institutionnels. Pour l'Algérie, l'envie d'intégrer le système multilatéral a été affichée depuis 1987 avec le GATT et avec l'OMC à partir de 1994. Jusqu'à 2015, le processus n'a pas encore été achevé, il compte 12 rounds caractérisés par leur complexité et leur longévité, qui ont permis de traiter plus de 1900¹⁸ questions liées au système économique national.

En 1987, année de la première demande d'accession de l'Algérie au GATT, l'économie connaît une grave crise en raison du retournement des prix des hydrocarbures survenu un an auparavant. Les années suivantes seront marquées par une aggravation de la situation à un triple niveau : économique, social et sécuritaire.

Aussi, l'accession au GATT ne constitue-t-elle plus une priorité pour les gouvernements successifs et cela en dépit du fait que la réforme du commerce extérieur. Elaboré entre février 1986 et juillet 1987, la mesure la plus importante adoptée par le projet de réforme est la suppression du monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Cette situation perdurera jusqu'en juillet 1996, date de la présentation par l'Algérie de son aide-mémoire du commerce extérieur puis jusqu'à la tenue en avril 1998 de la première réunion du groupe de travail du GATT sur l'accession. Deux événements vont influencer directement le projet d'accession à l'OMC. Le premier, chronologiquement, est la remise en cause du projet politique de réforme de structure, en raison de difficultés de la situation sécuritaire du pays (les conséquences du PAS et la décennie noire).

En effet, en 1994, l'Algérie négocie un plan d'ajustement strictement (PAS) dont la mise en œuvre devient prioritaire aux dépendances de l'accession au GATT-OMC, compte tenu de la situation de cessation de paiements dans laquelle se trouve le pays. En revanche, le PAS exigeait la réouverture du dossier OMC. Ce qui conduira l'Algérie en juillet 1996, à présenter son aide-mémoire du commerce extérieur.

Le second événement est précisément du cycle de l'Uruguay (1986-1994). Le passage du GATT à l'OMC a modifié la forme et la nature du multilatéralisme commercial mais également de la procédure d'accession, devenue beaucoup plus complexe. Il en résulte pour l'Algérie une adaptation structurelle et institutionnelle de grande ampleur, qui réduit considérablement l'espace politique pour une stratégie nationale de développement.

¹⁸ [Http://www.wedafco.org](http://www.wedafco.org), date de consultation : 08-04-2016

Cette transformation quantitative et qualitative de la contrainte multilatérale ne semble pas avoir été anticipée par les négociateurs algériens puisque le mémorandum de 1996, actualisé en 2001, n'évoque que le commerce des biens (industriels et agricoles) et néglige les nouveaux domaines (services, propriété intellectuelle, etc.).

En 2002, l'Algérie disposait un deuxième mémorandum d'association avec un petit avantage liée à sa balance des paiements qui commerce à retrouve des signes de bonne santé, grâce à la manne du pétrole induite par la hausse de ce dernier sur le marché mondial.

Le 10^{ème} round a été entretenu le 17 janvier 2008¹⁹, 96question (33 question de l'UE et 63 questions des USA) ont été reçues et portent sur l'adoption de nouvelles lois en matière d'obstacles techniques au commerce, des mesures sanitaires et phytosanitaires, de propriété intellectuelle (ADPIC), de mesures antidumping, de sauvegarde et de mesures compensatoires. Il s'agit principalement, de politique de prix, d'évaluation en douane, d'importation de produits pharmaceutique et de boissons alcoolisés.

Suspendues en 2008²⁰ pour ne reprendre qu'en avril 2013 à la faveur du 11^e round tenu à Genève en suisse, les négociations pour l'adhésion à l'OMC butent sur de nouveaux écueils (barrière) liés à l'évolution de la réglementation de l'économie algérienne. La suspension des exportations des déchets ferreux et non ferreux en 2009, et les restrictions sur les importations de médicaments introduites dès 2011, ainsi que l'obligation de s'associer à un partenaire algérien pour pouvoir commercer en Algérie sont les plus importants nouveaux points d'achoppement dans les négociations qui sont déjà difficiles.

Nous citons comme causes, entre autres, l'interdiction d'importation des véhicules d'occasion, le soutien aux exportations à travers le fond national spécial pour la promotion des exportations (FSPE) et le prix de gaz, subventionné pour les besoins domestiques et aligné sur le cours mondial pour le marché extérieur.

Depuis la tenue du dernier round (12^e) de négociations multilatérales en mars 2014 à Genève, l'Algérie a reçu 131 question additionnelles qui ont été traitées par les différents départements ministérielles pour libéraliser le commerce, ces question portent essentiellement sur la législation algérienne et sa mis en conformité avec le règles de l'OMC.

Les questions posées proviennent essentiellement de partenaires importants comme les Etats-Unis et l'Union Européenne qui ne veulent pas compromettre les chances de leurs entreprises dans le pays.

¹⁹ Abed, T, « L'Algérie peine à arracher son admission à l'OMC », 21-94-2008, site web : <https://www.Algérieactualité.dz>, date de consultation : 08-03-2017

²⁰ Site web : <http://www.medafco.org>, data de consultation 08-03-2017

Dans ces négociations, l'Algérie œuvre notamment à consolider le taux des droit de douane perçus à l'importation de marchandise à un niveau supérieur à ceux des taux appliqués, sachant que même si l'OMC donne son accord pour garder le taux initial élevé, elle demandera de réduire sur le longue période. C'est dans ce sens qu'une liste de produits sensibles a été arrêtée pour laquelle l'Algérie négocie un droit de douane de 45%, soit un taux supérieur à celui appliqué et qui est de 30%.

Conclusion

Les échanges internationaux ont connu une très grande évolution depuis le 18^{ème} siècle, cette évolution est favoriser par la croissance de l'économie mondial dans ses différentes étapes, comme la révolution industrielle et par l'émergence des organisations et des accords internationaux qui ont joué un rôle important dans le développement du commerce international qui ont encourager les pays en développement comme l'Algérie à se lancer dans la politiques de libéralisations économiques et commerciales et de s'ouvrir aux échanges internationaux.

La réglementation du commerce extérieur qui fut la priorité de l'Etat algérien a commencé à se libérer pour répondre aux exigences du financement dans le cadre de l'accompagnement des opérateurs nationaux et à l'occasion de la prochaine adhésion du pays à l'OMC. Cependant on constate que l'Algérie a mise tellement de temps à concrétisé son ouverture sur les marché extérieur et qu'elle est toujours en transition non achevée vers une économie de marché, vu les innombrables stades par lesquels est passé le cadre juridique qui réglemente le commerce extérieur pour en arriver aux stades actuel.

Chapitre 2 : Dépenses publiques, et évolution du rôle de l'Etat dans l'économie

Introduction

Les dépenses publiques sont effectuées par l'Etat, les administrations de sécurité sociale, les collectivités territoriales, etc. Elles ont toujours suscité l'intérêt de l'économie et ce, pour au moins deux raisons ; d'abord, l'Etat comme agent particulier, influence l'activité économique de manière directe ou indirecte ; et l'importance de plus en plus accrue, de la part des dépenses publiques, dans le produit intérieur brut (PIB).

L'Etat en tant qu'agent économique, fournit à la collectivité des prestations innombrables dans des domaines aussi variés que la sécurité, la défense, la santé, l'éducation, les transports, l'énergie, ainsi que la préservation de l'environnement. D'autre part, il intervient continuellement sur le fonctionnement de l'économie aux moyens réglementaires ou financiers pour fixer les règles de jeu et corriger les déficiences.

Dans ce chapitre, nous allons illustrer certaines théories ayant trait aux dépenses publiques et l'intervention de l'Etat. De ce fait trois sections sont à envisager : la première sera consacrée à la généralité sur les dépenses publiques, la deuxième exposera le rôle de l'Etat dans l'économie, et la troisième consiste l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale.

Section 01 : Généralité sur les dépenses publiques

La politique budgétaire vise à agir sur la situation macroéconomique par l'intermédiaire du budget de l'Etat. L'action par le budget peut être réalisée par l'intermédiaire des dépenses ou les recettes. Les dépenses publiques constituent l'utilisation des ressources de l'Etat. Le caractère public de ce type de dépenses leur est donné par la qualité juridique de l'agent qui les engage. Elles regroupent ainsi les dépenses de l'Etat central, des collectivités territoriales (département- Wilayas, communes) et des établissements publics, des organisations de sécurité sociale. Ces dépenses sont utilisées comme instruments, afin d'atteindre les objectifs de la politique budgétaire.

Il existe deux éléments de la dépense publique ; Un élément matériel : la dépense publique nécessite l'emploi d'une somme d'argent, cet emploi peut prendre la forme d'une consommation effective de deniers ou la forme de dépense en diminution de recette, et un élément formel : la dépense publique tend à satisfaire un intérêt public.

1.1. Classification des dépenses publiques

On peut distinguer plusieurs classifications des dépenses publiques :

1.1.1. Classification administrative

La classification administrative est la plus ancienne ; c'est la classification des dépenses publiques par ministères. Elle suit la structure de l'Etat et de ses organes administratifs. C'est ce critère qui est à la base de la présentation des documents budgétaires qui sont discutés et votés au parlement.

L'un des objectifs de la classification administrative est de permettre un contrôle administratif et comptable des dépenses publiques. Cette classification distingue par ailleurs les dépenses à caractère définitif (non remboursable), et les dépenses à caractère temporaire correspondant à des opérations de prêts, d'avances, de remboursements de la dette.

L'avantage de cette classification est qu'elle permet de distinguer :

- L'activité dépensière propre de l'Etat qui apparaît à travers les dépenses définitives ;
- L'activité bancaire du trésor qui apparaît à travers les prêts et avances consentis par celui-ci ;
- L'activité de gestion liée aux comptes spéciaux du trésor ;

L'autre avantage est qu'elle permet de distinguer le solde des opérations à caractère définitif, ou petit solde qui représente le déficit ou l'excédent budgétaire au sens strict. La classification administrative distingue les dépenses de fonctionnement qui sont financées par les ressources définitives de l'Etat (l'impôt) et les dépenses en capital, financées en partie par le moyen des emprunts publics.

1.1.2. Classification fonctionnelle des dépenses publiques

La classification fonctionnelle correspond à la conception qui considère les dépenses comme un instrument des politiques publiques. Elle classe les dépenses suivant les grandes fonctions de l'Etat en : Administration générale ; Défense nationale ; Education et culture ; Fonction sociale ; Fonction économique ; et Dette publique

Cette classification²¹ permet d'apprécier les dépenses et l'intérêt de faire ressortir les coûts des différentes fonctions de l'Etat, au-delà des frontières de compétences entre les différents ministères et de révéler la politique menée par l'Etat. D'où là on peut ainsi regrouper les dépenses publiques en quatre grandes fonctions : la fonction politique au sens large, fonction culturelle, fonction sociale, fonction économique.

²¹ Di Malta, P, (1999), « Finances publique, le budget », 1^{ère} édition, Paris, P431.

A l'intérieur de chaque fonction on peut distinguer les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert ;

1.1.3. Classification économique des dépenses publique

Plusieurs classifications²² sont distinguées :

La 1^{ère} classification consiste en une classification suivant les critères de comptabilité nationale. Elle permet d'établir le compte de l'argent « administration publique » dans les comptes de la nation. Elle distingue :

- Les opérations sur les biens et services ;
- Les opérations de transfert ;
- Les opérations en capital ;
- Les opérations financières ;

La 2^{ème} classification : distinguent dépenses publiques des dépenses effectives : ce sont les dépenses de consommation de l'Etat ou des dépenses correspondant au fonctionnement des administrations.

La 3^{ème} classification : est la classification qui répartit les dépenses publiques en dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement (ou en capital) et transfère.

-Dépenses de fonctionnement qui permettant d'assurer l'exploitation courante des services publics ;

-Dépenses de personnels ;

-Dépenses en petit matérielles (fonction courant de l'administration).

Les dépenses de fonctionnement désignent la partie du budget de l'Etat comportant les dépenses de fonctionnement, ces dépenses assurent la couverture des charges ordinaires nécessaires au fonctionnement des services publics. Les dépenses de fonctionnement sont regroupées en quatre titres :

- Les charges de la dette publique et dépense en atténuation des recettes (dette intérieure, dette extérieure, remboursement d'impôt, etc.) ;

- Les interventions publiques (action éducatives, économiques, culturelles et sociales) ;

- Bonnement de certaines institutions : (conseil constitutionnel, assemblée populaire nationale, etc.) ;

- Les dépenses relatives aux moyens des services (charges sociales, rémunération D'activité, etc.).

²² Idem, P425.

Elles ont un poids important puisqu'elles représentent 40% des dépenses de l'Etat et 30% de budget des collectivités territoriales ce qui souvent critiqué mais qui atout de même une conséquence positive puisque l'Etat et les collectivités territoriale versent des salaires qui représentent le pouvoir d'achat pour les salaires (épargne, consommation) et qui fait fonctionner l'économie.

A. Les dépenses de transfert

Les dépenses de transfert consistent principalement en fourniture de services publics comme l'hospitalisation ou l'enseignement à titre gratuit, ou en numéraire. On le définit généralement comme : des dépenses inscrites au budget d'une personne publique ou assimilée, mais qui transitent simplement par ce budget pour être distribuée au profit de particuliers ou d'organismes.²³

B. Les dépenses d'investissement (ou dépenses en capital)

Elles augmentent le patrimoine des collectivités publiques et créent donc une richesse nouvelle.

Elles peuvent aussi favorise l'activité économique générale (les collectivités publique passent des marchés avec des entreprises privées). Plus de 75% des dépenses d'inversement publique sont réalisées par les collectivités territoriales.

L'Etat effectue des dépenses d'investissement dans le domaine des dépenses civiles (infrastructure, social), et des dépenses militaires (exigences de la défense nationale).

Les dépenses d'investissement de l'Etat sont réalisées directement par l'Etat (dépenses directes) ou indirectement. Dans ce second cas l'Etat participe aux financements des dépenses d'investissement des collectivités territoriales par le biais de subventions, (dépenses indirectes).

Section 2 : Le rôle de l'Etat dans l'économie

L'Etat jou un rôle intéressant dans l'économie comme le montre cette synthèse.

2.1. Les théories économiques de l'Etat

Comme la très justement, signalé Laffont (1988) : « à chaque théorie de l'Etat correspond une théorie spécifique de l'économie publique »²⁴. En effet, l'une des constatations majeures observées dans ce domaine est que la perception de l'intervention de l'Etat, change d'un courant de pensée à un autre. Et parfois dans le même courant on trouve différentes

²³ François. A, Rlivier. F, Remy.r, (2003). « Finances publiques ». Dalloz, p42.

²⁴ Laffont. J .J, (1982), « Fondement de l'économie publique », édition economica. paris, p. 120

perceptions de l'Etat. C'est le cas incontestable des théories économiques du développement. Il existe trois grandes théories économiques de l'Etat. Il s'agit des approches : néo-classique, marxiste et keynésienne.

2.1.1. La vision classique et néo-classique du rôle de l'Etat

La théorie néo-classique est essentiellement une théorie micro-classique. Elle ne réserve qu'une place très limitée à l'intervention de l'Etat dans les activités économiques. Il est clair en effet que dans ce contexte, l'intervention de l'Etat n'est suscitée que lorsqu'il s'agit de problèmes liés à l'inadéquation des schémas concurrentiels avec les faits. Selon les analyses théoriques de Walras et Pareto, la règle générale pour maximiser le profit et avoir l'équilibre au niveau de la firme est la réalisation de l'égalisation du prix et du cout marginal, ceci est appelé « l'optimum de bien être ».

L'optimum, dans ces conditions, est une situation dans laquelle « l'allocation des ressources rares est telle que le bien être d'un individu ne peut être augmenté sans qu'en même ne soit amoindri celui d'un autre individu »²⁵

Cependant, les hypothèses du modèle de l'optimum de Pareto sont vérifiées. Le fonctionnement naturel de l'économie privée concurrentielle est tel qu'en poursuivant la satisfaction de ses besoins, chaque individu concourt en même temps à celle de ses semblables. A ce moment là, les différents intérêts entrent en parfaite harmonie avec l'intérêt général. Dans ce cas, l'action de l'Etat dans le système ne se produit pas, étant donné qu'aucun déséquilibre n'apparaît pour lui permettre l'appropriation de telle ou telle activité économique.

Lorsque le marché de concurrence pure et parfaite ne conduit plus à l'optimum de Pareto, à ce moment-là, il est nécessaire de faire appel à d'autres processus d'allocation telle que l'appropriation publique.

A cet égard, la principale justification de la prise en charge d'une prestation publique ou de l'intervention publique sur un marché est liée au fait que les conditions d'allocation optimale des ressources ne sont souvent pas satisfait parce que le marché fonctionne imparfaitement, voire pas du tout. Dans la pensée néo-classique, le rôle de l'Etat ne s'avère nécessaire que pour des raisons tenant à l'existence de monopoles naturels dans certains secteurs, au caractère indivisible de certains biens et à la présence de rendements croissants.

²⁵ Denis.H, (1973), « L'histoire de la pensée économique », Edition PUF, paris. P. 521

2.1.2. La vision marxiste

La théorie marxiste souligne le comportement déséquilibré et conflictuel du fonctionnement de capitalisme qui conduit à l'accroissement des dépenses publiques de l'Etat qui n'est en fait que l'émanation de la classe dirigeante. Selon la théorie de capitalisme monopoliste d'Etat, le capitalisme est confronté à l'angoissante question de l'absorption du surplus. La suraccumulation conduit à une dévalorisation du capital social.

Le secteur public est alors chargé de lutter contre la baisse tendancielle du taux du profit et de gérer la production socialement nécessaire non rentable. C'est pour maintenir un capitalisme fondé sur la production au détriment de la consommation, que l'Etat se propose de prendre en charge une partie des contradictions du capitalisme pour lui permettre de suivre.

Ainsi, les politiques sociales comme les indemnités chômage ou le revenu minimum d'insertion n'avaient dans cette optique. D'autres buts que de maintenir provisionnement en vie un système économique en proie à ses contradictions et retarder l'échéance de son dépérissement inéluctable.

2.1.3. La vision keynésienne

Cette théorie a été développée particulièrement lors de la grande dépression économique des années 30, durant la période des reconstructions d'après-guerre et les années 50.

La politique économique keynésienne, préoccupée par la lutte contre le chômage et la remise du système sur les rails habituels, ainsi sur la nécessité de réaliser dans toute la mesure du possible une baisse du taux d'intérêt. Cette baisse peut être obtenue grâce à une politique libérale de création de monnaie. Or, selon Keynes, cette manière de procéder n'assure pas suffisamment d'investissement privé, l'Etat doit également développer ses investissements.

En se basant sur le multiplicateur, Keynes peut préciser que l'investissement effectué par l'Etat augmente rapidement l'emploi et le revenu et par conséquent la consommation. Une assez large socialisation de l'investissement s'avère être le seul moyen d'assurer le plein emploi²⁶

Pour la conception keynésienne, l'intervention de l'Etat est devenue nécessaire, mais son champ d'action ne doit pas s'étendre jusqu'à embrasser toute activité économique. Etant donné que l'ordre économique est harmonisé, le seul handicap est lié à l'incapacité de réaliser la stabilité du plein emploi, cet handicap sera par conséquent surmonté par l'action de l'Etat.

²⁶.Keynes .J.M, (1969) « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », édition payot, paris. P149.

L'interventionnisme étatique, chez Keynes, consiste à mener une action globale qui permet de régulariser et de faire progresser le système capitaliste et non à se cantonner dans certaines zones ou de se spécifier à telle ou telle activité.

Barrère précise que la finalité de l'activité économique dont l'Etat (en tant qu'agent économique) a la charge, n'est pas fixée par le marché mais par la puissance publique. Les orientations de l'activité publique ne sont pas fondamentalement liées au marché. Par contre les décisions qui sont économiques dans l'ordre des moyens relèvent plutôt de l'agent économique que de la puissance publique.

Enfin, pour faire prévaloir ses choix et procéder aux ajustements nécessaires, l'Etat utilise la contrainte qu'il possède du fait de son caractère conjoint de la puissance publique.²⁷ Il faut donc considérer deux domaines distincts dans l'ordre économique : celui des rapports marchands et celui des rapports collectifs fondé sur l'intérêt général et mise en œuvre dans l'ordre de l'Etat (agent économique) particularisé par les contraintes qu'il exerce.

L'Etat va intervenir directement ou indirectement, soit par la socialisation des investissements soit par la modification des propensions à consommer, en vue d'assurer un équilibre de plein emploi et trouver une solution à l'inégalité des fortunes. Keynes opte pour un accroissement de l'investissement par l'intermédiaire de l'Etat.

-L'effet de multiplicateur

Pour Keynes la politique budgétaire représente d'une part, un moyen d'action privilégié, qui peut être le plus efficace. Pour lui il concédera que l'économie peut être en situation permanente de sous-emploi en agissant sur la demande, alors que les classiques et les néo-classiques, le plein emploi était la situation de l'équilibre à long terme.

D'autre part, selon lui le budget de l'Etat joue un rôle actif et engendre des effets positifs l'ensemble de l'économie et régler les déséquilibres économiques qui peuvent apparaître, ces effets sont appelés effets multiplicateurs d'investissement, qui est un mécanisme traduisant le fait que l'augmentation d'un investissement initial, entraîne un accroissement plus que proportionnel du revenu national.

Une augmentation d'une unité de dépense publique, non financé par l'impôt, induisant une augmentation de PIB de plus d'une unité.

Si :

- ΔY =la variation du PIB ;
- ΔG =la variation de la dépense publique ;

²⁷ Barrère .A, (1985)., « la cohérence de l'économie publique, le plan et le marché », Economica. Paris. P 85.

On peut écrire :

$$\triangleright \quad \Delta Y = k * \Delta G \text{ avec } k > 1 \text{ (} k = 1/1-c \text{)}$$

L'accroissement de dépense publique est à l'origine d'une production supplémentaire, donc de nouveaux revenus qui sont eux-mêmes sources de dépense supplémentaire et par conséquent, de nouvelles productions qui vont engendrer à leur tour de nouveaux revenus.

Si la dépense publique supplémentaire était financée par une hausse de la fiscalité, le PIB augmenterait mais d'un montant moindre qu'avant. Le mécanisme de l'effet du multiplicateur peut s'expliquer comme suit : l'Etat ; par une politique de commandes publique, relance partiellement certains secteurs économiques.

Cette intervention étatique a pour origine de favoriser l'investissement d'entreprise ayant bénéficié de commandes publiques, de créer des emplois et de distribuer les revenus aux ménages employer dans ces secteur. L'emploi de ces revenus favorise la relance de consommation qui a son tour, permet les investissements d'autres entreprises du secteur privé. Pour se développer, elles emboucheront à leur tour, créeront des revenus et ainsi de suite...²⁸

2.2. Les formes d'intervention de l'Etat

L'Etat peut prendre l'une des différentes formes que nous schématisons de la manière suivante.

2.2.1. L'Etat providence

Initié dès 1870 par des penseurs libéraux hostiles à l'accroissement des prérogatives de l'Etat mais également opposée à une philosophie individualiste trop orthodoxe, le concept d'Etat providence permet aux pouvoirs publics de satisfaire un minimum de bienveillance.

Une première explication est tentée sous Bismarck lorsqu'il instaura une politique sociale libérant les individus du besoin et les protégeant du risque. La politique de bienveillance est progressivement élargie à d'autre pays tels que la Grand Bretagne, qui vota en 1908 une loi instaurant une aide d'assistance aux vieillards et mis en place un système d'assurance maladie chômage (1911) et un système de pension pour les veuves et les orphelines (1929).

La politique de l'Etat providence vise à instaurer les principes d'une régulation étatique keynésienne cherchant à concilier l'objectif de croissance et les exigences d'une plus grande équité sociale.

²⁸ Chatail C, (2002), « Finance publique », Centre de publication universitaire , Paris, P35.

L'Etat intervient pour encourager la consommation (théorie du multiplicateur), pour relancer l'investissement (principe de l'accélérateur) dans le but de soutenir la croissance économique. L'Etat providence se heurt, cependant, aux problèmes des externalités et confirme l'incompatibilité et l'intervention publique et la recherche du bien être.

2.2.2. L'Etat de bien-être

La littérature relative à l'Etat de bien-être s'est imposée durant la période 1920-1950. Présentée par Pigou, la théorie du bien être cherche à choisir parmi l'ensemble des Etats possible de l'économie, le meilleur. Le critère de référence dans ce domaine est la règle parétienne de solution optimale.

Cette règle est fondée sur deux postulats fondamentaux ; d'abord, que l'individu est seul juge de son bien être ; et que le bien-être social n'est influencé que par le bien-être de chacun des individus.

A partir de là une fonction d'utilité sociale dite « bergsonienne » est directement définie en fonction des utilités individuelles. Plusieurs tentatives d'application de l'approche de bien être ont été tentées. Le plan anglais Beveridge (1946) de protection sociale marque l'avènement de l'Etat de bien-être. Les autres pays occidentaux instaurent les mêmes principes au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Aux exigences sociales s'ajoutent rapidement des contraintes de croissance économique. Ce qui engage l'Etat directement dans l'activité économique, notamment pour certains pays occidentaux tels que la France et les Pays-Bas, à encouragé la création d'une nouvelle forme de planification qui mérite d'être examinée sous l'angle du caractère interventionniste de l'Etat.

2.2.3. L'Etat planificateur

La planification en France et aux Pays Bas a pris naissance depuis 1945 quand l'Etat devait définir les conditions de la reconstruction. La croissance soutenue observée durant la période 1950-1970 est généralement attribuée à l'efficacité de l'action des pouvoirs publics. Pour l'expérience française de planification, initié sous l'impulsion de Pierre Massé, il s'agit de défendre une action publique soutenue et organisée. « Le plan accompagne la prévision et guide la croissance économique »²⁹. La planification garantit avec succès au moins six conditions indispensables à l'activité économique :

- La détermination précise des objectifs et instruments ;
- Le contrôle de l'évolution à l'investissement ;

²⁹ Polere.C, (2012), « La prospective, les fondements historiques », Direction de la prospective et du dialogue public, volume 1, Lyon.

- L'incitation publique à l'investissement ;
- L'aide gouvernement à la recherche de débouchés ;
- Le rôle économique des entreprises publiques ;
- La mise en place d'une politique conjoncturelle ;

Pour certains autres cette politique n'est pas indemne de risque tel que celui qui conduit les autorités de tutelle à rechercher certains intérêts particuliers justifiant parfois le maintien d'une intervention économique inefficace ou incompatible avec l'équité sociale.

2.2.4. L'Etat politique

La recherche d'intérêt particulier peut consolider certaines préférences publiques et accroître le montant global des dépenses publiques indépendamment des effets économiques. L'Etat politique est aujourd'hui également un acteur économique décisif intervenant massivement et significativement dans les grandes orientations économiques par le biais des collectivités locales et régionales. Il ne peut y avoir de scission entre Etat devant expliquer ne serait-ce qu'en partie l'évolution des dépenses publiques constaté depuis plusieurs décennaires.

Il ressort de ce qui précède que la perception économique de l'Etat connaît depuis deux siècles d'importants approfondissements aussi bien sur le plan théorique que pratique. Sur le plan théorique la notion d'Etat républicain qui s'occupe exclusivement de la défense et du maintien de l'ordre à l'Etat planification qui devient un acteur économique décisif intervenant massivement dans l'activité économique. Sur le plan pratique l'Etat a développé d'importants instruments lui permettant d'intervenir efficacement dans l'activité économique.

Section 03 : L'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale

Les dépenses publiques constituent un instrument pour influencer à la fois les objectifs de croissance et sur la balance commerciale. Selon F. Perroux « la croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en terme réel ». La croissance économique correspond donc à l'accroissement de la qualité de bien et services produits dans un pays au cours d'une période donnée. Elle se mesure par l'accroissement du PIB réel.

Le terme de croissance est donc conventionnellement utilisé par des économistes pour décrire une augmentation de la production à long terme. A court terme, il est d'usage d'utiliser le terme expansion qui s'oppose à la récession ou à la dépression.

3.1. L'effet des dépenses publiques sur la croissance économique

Les analyses théoriques qui ont relié les dépenses publiques à la croissance ont pris en considération trois variables de dépense : les dépenses publiques d'investissement, les dépenses publiques de consommation et les dépenses de bien être social, dites également distributives.

Certaines études ont également pris en considération les dépenses publiques qui augmentent le capital humain et les dépenses qui contribuent aux innovations telles que la recherche et développement qui permettent d'améliorer les bases du capital humain (investissement) et le progrès technologique. Les dépenses publiques représentent en moyenne 45% du PIB dans les pays industrialisés. Il existe plusieurs différences entre les pays, qui vont de 30 à 60%, suggérant des différences importantes entre les pays.

Certaines activités du gouvernement et les dépenses publiques qui leur sont associées sont essentielles pour la performance de l'économie. Ces dépenses essentielles ou productives peuvent être aussi importantes pour la croissance que le capital privé et le travail. Ces dépenses peuvent augmenter le stock de capital humain et physique et le progrès technologique dans l'économie mais peuvent faire cela indirectement en créant des synergies pour les activités privées.

Sans cela, l'économie ne va pas fonctionner correctement et ne va pas croître. Le niveau de ces dépenses est fonction du degré d'efficacité de l'utilisation des ressources par le gouvernement. Plus le gouvernement est efficace, moins les dépenses doivent être importantes. Le niveau des dépenses du gouvernement dépend également d'autres facteurs exogènes qui sont la géographie, le niveau de développement du pays et de ses marchés.

Les dépenses essentielles comprennent les dépenses pour principaux services administratifs, la justice, la recherche, l'éducation, la santé, l'infrastructure publique, la sécurité interne et externe etc...Le niveau de ces dépenses dans les pays industrialisés est difficile à estimer empiriquement.

Si on les assimile à la consommation privée, ils représentent en moyenne 20% du PIB ou 45% des dépenses publiques. Les dépenses publiques pour l'éducation (à travers le capital humain) et la recherche et développement (innovation et progrès technologique) stimulent la croissance. La nouvelle théorie de la croissance suggère que les activités publiques sont nécessaires puisqu'elles peuvent compenser les faillites du marché. Les dépenses publiques dans la recherche et le développement et l'éducation peuvent améliorer leur efficacité plus que dans un scénario de marchés parfaits.

Les dépenses distributives, au contraire, peuvent limiter la croissance en réduisant les incitations à travailler, investir dans le capital humain ou exercer des talents d'entrepreneurs. Les incitations pour les retraites anticipées, l'assistance sociale généreuse réduit l'offre de travail et l'incitation pour maintenir le capital humain.

Les dépenses dans les activités de sécurité sociale réduisent le besoin pour l'épargne de précaution, améliorent la capacité de prise de risques et peuvent être considérées comme un facteur institutionnel de promotion de la croissance. Les dépenses distributives représentent près de 40% dans les pays industrialisés.

L'investissement public est un concept plus étroit que les dépenses productives. Il est lié à la création d'infrastructure physique. Généralement la formation de capital fixe brute est limitée à 2 ou 3 % du PIB (Commission Européenne (2004). L'investissement public peut être source de croissance, en plus de l'augmentation du stock de capital de l'économie, il est souvent considéré comme nécessaire à l'investissement privé et à la réduction de certains coûts privés. Cependant, les résultats des études théoriques et empiriques n'ont pas montré un effet net.

Cela peut être due à plusieurs facteurs, d'abord la définition de ce que c'est que l'investissement est parfois arbitraire et peut donner des manipulations. D'un autre côté, les décisions d'investissement doivent être objectives et basées sur des analyses de coûts bénéfiques. En effet, les projets efficaces peuvent générer des coûts fiscaux importants mais très peu d'effets sur la croissance économique. Finalement, les décisions d'investissements publics peuvent remplacer ou décourager l'investissement public. Cependant, mais à part ces réserves, un investissement public efficace devrait contribuer à la croissance économique³⁰.

3.2. La balance commerciale

La balance commerciale est la différence, en en termes de valeur monétaire, entre les importations et les exportations de biens et de services (dépend du pays) dans une économie sur une période donnée. La balance commerciale d'un Etat est l'élément de comptabilité nationale qui répertorie et résume ses exportations et importations de biens, et de services marchands.

Les biens et services marchands peuvent comprendre : les biens manufacturés, les matières premières les produits agricoles, les voyages et le transport, le tourisme, les prestations de sociétés de services et de conseil, (parfois exclus).

3.3. La balance des paiements

C'est un compte retraçant l'ensemble des échanges d'un pays.

³⁰ Saoussen C, Meriem H, « efficacité du financement des services publics et croissance économique dans les pays en développement », journées scientifiques du réseau « analyse économique et développement », Paris, 7 et 8 Septembre 2006.

3.3.1. Les principaux soldes de la balance des paiements

Plusieurs soldes partiels peuvent être tirés de la balance des paiements :

A. Le solde commercial

Le solde commercial est égal à la différence entre les exportations et les importations de marchandise. Le solde commercial permet de calculer le taux de couverture (part des importations de biens couvertes par les exportations de biens) :

$$\text{Taux de couverture} = \frac{\text{Exportations des marchandises}}{\text{Importations des marchandises}}$$

- Si le commerce extérieur est en équilibre, le taux de couverture est égal à 100%
- S'il y a un déficit commercial, le taux de couverture est inférieur à 100%, puisque les exportations sont inférieures aux importations
- S'il y a un excédent commercial, le taux de couverture est supérieur à 100%, puisque les exportations sont supérieures aux importations.

B. Le solde des échanges de bien et services

Le solde des échanges de biens et services est égal à la différence entre les exportations et les importations de biens et services. Ce solde, corrigé du cycle économique et des variations de change, est considéré comme un indicateur de compétitivité de l'économie. Pour calculer le degré d'ouverture de l'économie :

$$\text{Degré d'ouverture} = \frac{\text{Exportation de biens et services} + \text{Importation de biens et services}}{2} / \text{PIB}$$

Le degré d'ouverture permet d'évaluer la vulnérabilité d'un pays en cas de crise économique internationale ou de ralentissement de la demande externe.

C. Le solde des transactions courantes

Le solde des transactions courantes est égal au solde des échanges de biens et services + le solde des revenus + le solde des transferts courants. Ce solde est très important. En effet, le solde des transactions courantes, augmenté du solde compte capital, représente la capacité ou le besoin de financement d'un pays. C'est le solde du compte des transactions courantes qui permet de faire le lien entre l'épargne et l'investissement domestiques. Il va aussi permettre d'apprécier la soutenabilité d'une politique économique. Le taux de capacité de financement rapporte la capacité ou le besoin de financement du pays à son PIB.

D. Le solde des flux financiers hors avoirs de réserves

Le solde du compte financier hors avoirs de réserves fournit des indicateurs sur l'intégration financière d'un pays et sur sa vulnérabilité financière.

E. Le solde à financer

Le solde à financer est égal au solde des transactions courantes + le solde du compte de capital + le solde des investissements directs. On regroupe ici les opérations économiques réelles les plus stables et les plus durables. Ce solde permet de mesurer de façon précise l'insertion d'un pays dans les échanges économiques internationaux.

3.3.2. Balance des paiements et agrégats internes

Les soldes partiels de la balance des paiements, peuvent être mise en relation avec certains nombres d'agrégats internes, ce qui permet de dégager de précieux enseignements sur la situation économique et financière d'un pays, on s'intéressera plus particulièrement aux déficits jumeaux qui sont apparus, entre autres, aux États-Unis au cours de la première moitié des années quatre-vingt, puis au début des années 2000.

A. Etablissement des relations entre soldes externes et agrégats internes

Plusieurs conditions d'équilibre en économie ouverte peuvent être établies.

-La condition d'équilibre épargne-investissement en économie ouverte

L'équilibre emplois-ressources en biens et services s'écrit en économie ouverte :

$$Y + M = C + I + G + X \dots \dots \dots (1)$$

Avec Y le PIB, M les importations de biens et services, C la consommation privée, I investissement privée, G dépenses publiques et X les exportations de biens et services.

En outre, dans une optique d'utilisation du revenu, on considère que le revenu issu de la production nationale (y) augmenté des revenus nets perçus du reste du monde ($U =$ solde du compte revenu et du compte transfert courants) est dépensé en consommation (C), épargné (S) et sert à payer les impôts nets des transferts publics (T)

$$Y + U = C + S + T \dots\dots\dots (2)$$

En combinant les identités comptables (1) et (2), on obtient :

$$(S - I) + (T - G) = X - M + U$$

Avec $S - I$ L'épargne nette du secteur privé, $T - G$ le solde budgétaire et $X - M + U$ le solde des opérations courants ($BOC = X - M + U$).

On peut réécrire cette identité en faisant apparaître l'épargne nationale, définie comme étant à la somme de l'épargne du secteur privé et de l'épargne du secteur public :

$$S^N = S + (T - G)$$

On obtient alors $S^N - I = BOC \dots\dots\dots (3')$

Le solde des opérations courantes est égal à l'écart entre l'épargne nationale et l'investissement domestique. La balance des paiements étant nécessairement équilibrée, on a $BOC + SCF = 0$ (on suppose ici que le solde du compte de capital est égal à zéro), avec SCF le solde du compte financier. La condition d'équilibre épargne-investissement s'écrit alors :

$$S^N - I = BOC = - SCF$$

Cette dernière identité comptable montre clairement que les déséquilibres externes sont nécessairement le reflet de déséquilibres internes :

-Lorsque l'épargne est supérieure à l'investissement domestique ($S^N > I$), le pays considéré dégage une capacité de financement qu'il met à la disposition du reste du monde. Ce pays est exportateur net de capitaux ($SCF < 0$) et dégage, en contrepartie, un excédent courant ($BOC > 0$) ;

-Lorsque l'épargne nationale est inférieure à l'investissement domestique ($S^N < I$), le pays considéré dégage un besoin de financement qui est satisfait par le reste de monde. Le pays est donc importateur net capitaux ($SCF > 0$) et dégage, en contrepartie, un déficit courant ($BOC < 0$).

-Relation entre l'absorption et les soldes externes

On peut faire apparaître l'absorption dans l'identité emplois-ressource en biens et services. L'absorption (A) représente la dépense nationale globale en biens et services :

$$A = C + I + G.$$

L'équation (1) s'écrit alors $Y + M = A + X$, d'où $X - M = Y - A$.

Le solde des échanges de biens et services est donc égal à la différence entre le produit intérieur et l'absorption.

-Si le produit intérieur est supérieur à l'absorption ($Y > A$), la différence est vendue à l'étranger : le pays est donc exportateur net de biens et services ($X - M > 0$) ;

-Si le produit intérieur est inférieur à l'absorption ($Y < A$), le pays vit au-dessus de ses moyens, il doit donc acheter, en termes nets, à l'étranger : le solde des échanges de biens et services est déficitaire. On peut également mettre en relation l'absorption avec le solde des transactions courantes : $BOC = Y - A + U$, avec $BOC = X - M + U$

B Les déficits jumeaux

La notion de déficits jumeaux (« *twin deficit* ») est utilisée pour caractériser l'évolution conjointe des déficits budgétaire et extérieur d'un pays.

On peut utiliser la condition d'équilibre épargne-investissement établie précédemment pour mettre en évidence ce phénomène :

$$(S - I) + (T - G) = BOC$$

En termes variation, on a donc $\Delta (S - I) + \Delta (T - G) = \Delta BOC$.

Si l'on suppose que l'épargne nette du secteur privé est stable ($\Delta (S - I) = 0$), on obtient $\Delta BOC = \Delta (T - G)$: une dégradation des finances publiques ($\Delta (T - G) < 0$) provoque une détérioration équivalente du solde courant ($\Delta BOC < 0$). Les déficits jumeaux ont notamment été observés aux États-Unis au cours des années quatre-vingt, puis au début des années 2000.

L'interprétation économique des déficits jumeaux est fondée sur les interactions entre le haut et le bas de la balance des paiements. Lorsqu'une politique budgétaire expansionniste ne peut être financée par l'épargne des autres agents résidents ce sont les investissements étrangers qui souscrivent les titres de la dette publique. Les entrées nettes de capitaux provoquent alors une appréciation de la monnaie nationale qui va permettre au solde courant de s'adapter au bas de la balance des paiements : le déficit courant augmente bien parallèlement au déficit budgétaire.

Les effets à moyen et long terme d'une politique budgétaire expansionniste sur le taux de change et le solde courant s'opposent cependant aux effets à court terme décrit ci-dessus. Afin d'assurer le service de la dette externe, le pays doit en effet dégager dans le futur des

excédents courants primaires. Pour ce faire, la monnaie nationale doit se déprécier à moyen et long terme³¹

Conclusion

A travers les théories de l'intervention de l'Etat dans l'activité économique, il apparaît que son rôle a toujours été un centre de débats entre les économistes. Les opinions divergent au sein des différentes écoles de pensée économique, d'où on distingue :

-L'approche classique : qui limite l'intervention de l'Etat sans exclure son action, et part du fait que l'organisation marchande assure la régulation du système économique.

-L'approche néo-classique : qui légitime l'intervention de l'Etat à condition qu'elle vise à maintenir les conditions d'équilibre en présence de défaillances de marché.

-L'approche marxiste : qui considère que l'Etat n'est qu'un instrument de domination de la classe dirigeante capitaliste sur l'ensemble de l'économie.

-L'approche keynésienne : qui favorise l'intervention de l'Etat et considère que l'Etat joue un rôle important de stimulateur de l'activité économique.

-L'Etat intervient dans l'économie en utilisant des instruments budgétaires distincts. Les dépenses publiques figurent parmi les plus importants instruments que l'Etat utilise pour agir sur les deux dimensions, économique et sociale.

³¹Dupuy. M., Cardebat.M, Jegourel.Y, (2006). « Finance international », Edition DUNOD, P 9

Chapitre 03 : Effet des dépenses publiques sur la balance commerciale en Algérie

L'objectif de ce chapitre est d'effectuer une analyse empirique sur les dépenses de l'Etat comme source de la croissance en Algérie. Notre but est de voir l'influence de l'intervention de l'Etat par ses dépenses et son impact sur la balance commerciale en Algérie.

Section 01 : Analyse de l'évolution des dépenses publiques en Algérie

Depuis l'indépendance en 1962, la politique de l'Algérie consistait à recourir aux dépenses publiques pour développer l'économie et créer des emplois pour sa population en pleine croissance. Pour cela, l'évolution de la dépense publique après l'indépendance est fortement influencée par l'évolution de l'économie nationale.

1.1. Evolution des dépenses publiques durant la période d'économie planifiée (1963-94)

Le tableau suivant montre une certaine irrégularité dans l'évolution des dépenses budgétaires de la période 1963-1994

Tableau n°1 : Evolution des dépenses budgétaire de 1963-1994, (En Million DA)

Année	Dépenses budgétaire	Fonctionnement	Equipement
1963	2 237	2 237	0
1964	2 070	2 070	0
1965	3 489	2 757	732
1966	3 798	2 846	952
1967	4 234	3 398	836
1968	4 701	3 405	1 296
1969	5 453	3 578	1 875
1970	5 876	4 253	1 623
1971	6 991	4 687	2 254
1972	8 197	6 270	2 838
1973	9 989	6 370	3 719
1974	13 408	9 406	4 002
1975	19 068	13 656	5 412
1976	20 118	13 170	6 948
1977	25 473	15 282	10 191
1978	30106	17 575	12 531
1979	33 515	20 090	13 425
1980	44 016	26 789	17 227
1981	57 655	34 205	23 450
1982	72 445	37 996	34 449
1983	84 825	44 391	40 434
1984	91 597	50 271	41 326
1985	99 841	54 660	45 181
1986	101 817	61 154	40 663
1987	103 977	63 761	40 216
1988	119 700	76 200	43 500
1989	124 500	80 200	44 300
1990	136 000	90 400	45 600
1991	232 800	158 000	74 800
1992	420 131	276 131	144 000
1993	476 627	291 417	185 210
1994	577 603	330 403	247 200

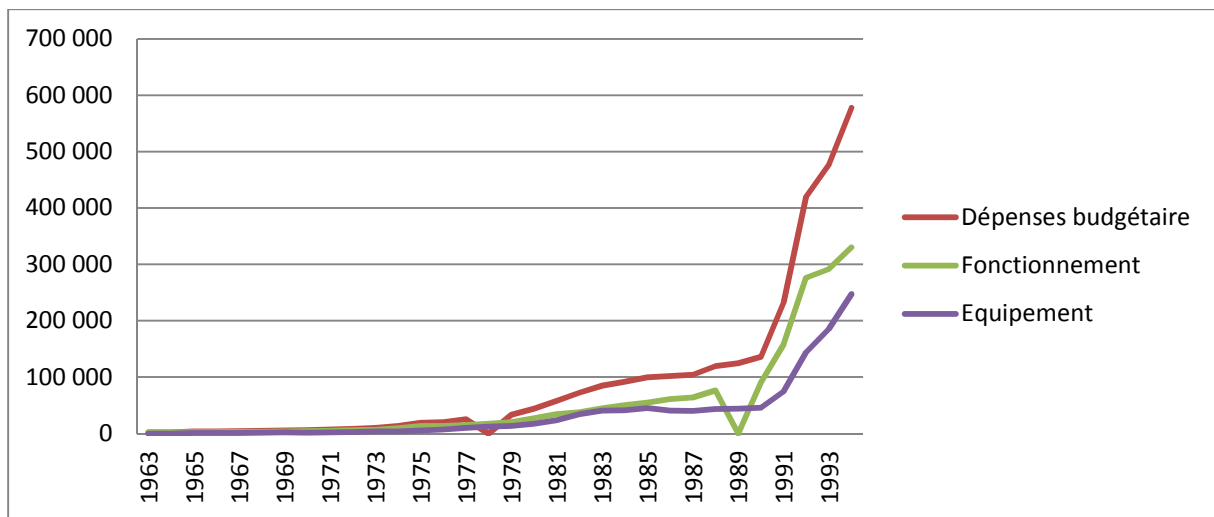
Source: Ministère des finances, direction générale du budget (DGB)

Durant cette période, le pays naissait à peine du colonialisme, tout était à reconstruire, à commencer essentiellement par l'économie.

C'est dans ce contexte que le choix économique qui a porté sur l'option de l'économie dirigée s'est renforcé et consolidé par une nouvelle organisation qui résidait en la mise en place des plans économiques dont le premier plan a commencé en 1967.

L'étude des dépenses publiques durant la période (1963-1973), permet de voir que la tendance était à favoriser les dépenses d'équipement dont le volume est plus important que celui des dépenses de fonctionnement. La période de 1974 à 1994, le budget global des dépenses a enregistré une augmentation constante, le budget des dépenses de fonctionnement ainsi que celui d'équipement évoluent tous les deux dans le même sens d'augmentation. Nous représentons cette période par le graphique suivant :

Figure n°1 : Evolution des dépenses budgétaire de 1963-1994



Source : Elaboré par nous-même à partir de tableau n°1

2.2. Evolution des dépenses publiques pendant la période de la libéralisation (économie de marché) de 1995-2015

Le tableau suivant montre une certaine irrégularité dans l'évolution des dépenses budgétaires de la période allant de 1995-2015

Tableau n°2 : Evolution des dépenses budgétaire de 1995-2015, (En Million DA)

Année	Dépenses budgétaire	Fonctionnement	Equipement
1995	759 617	473 694	285 923
1996	888 300	590 500	297 800
1997	940 900	665 200	275 700
1998	970 700	725 000	245 700
1999	1 034 400	768 600	265 800
2000	1 199 900	881 000	318 900
2001	1 471 800	1 037 700	434 100
2002	1 540 900	1 038 600	502 300
2003	1 730 900	1 163 400	567 500
2004	1 860 000	1 241 200	618 800
2005	2 105 000	1 232 500	872 500
2006	1 793 600	1 038 600	755 000
2007	3 946 700	1 652 700	2 294 000
2008	4 188 400	2 290 370	1 898 030
2009	4 199 680	2 255 130	1 944 550
2010	4 657 620	2 736 180	1 921 440
2011	4 853 600	3 034 300	1 819 300
2012	5 269 900	3 235 900	2 034 000
2013	6 092 000	4 061 333	2 030 667
2014	6 184 600	4 123 067	2 061 533
2015	7 245 397	4 830 265	2 415 132

Source: Ministère des finances, direction générale du budget (DGB)

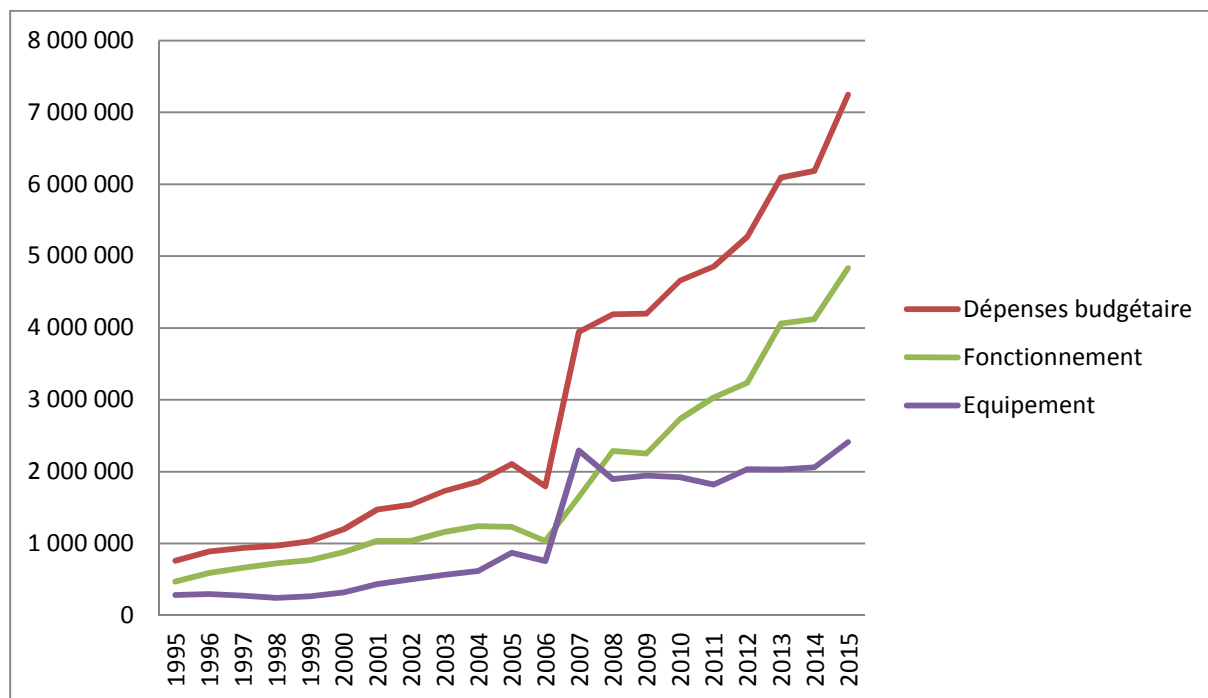
Nous avons remarqué que chaque année, il y avait un écart important entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipements, ce qui signifie que les dépenses de fonctionnement sont plus importants que les dépenses d'équipements. Ainsi que durant la période qui a suivi les réformes économiques, qui ont été engagées en vue du passage à l'économie de marché, le budget des dépenses continues à enregistrer une constante augmentation.

La politique budgétaire a joué un rôle important dans la stabilisation macroéconomique, dans un contexte d'amélioration de l'allocation des ressources notamment au profit de l'activité économique, à partir de la fin des années quatre vingt dix.

Sur la base des performances de l'année 2000 et du premier semestre 2001, un programme à moyen terme de soutien à la relance économique a été élaboré et mis en ouvre à partir de deuxième semestre de l'année 2001.

Ce programme consistait en une impulsion budgétaire à la croissance économique, par une expansion des dépenses dans un contexte d'indications fiscales. Nous représentons cette période par le graphique suivant :

Figure n°2 : Evolution des dépenses budgétaire de 1995-2015



Source : Elaboré par nous-même à partir de tableau n°2

Section 02 : Analyse de l'évolution de la balance commerciale en Algérie

Depuis l'année 1963 à nos jours, les réalisations des opérations d'importations et d'exportations ont connu une évolution sur deux grandes périodes

2.1. Evolution de la balance commerciale en Algérie de l'année 1963 à 1994 (unités en million de Dinars)

Le tableau suivant montre une certaine irrégularité dans l'évolution de la balance commerciale de la période 1963-1964

Tableau n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 1963 à 1994

Année	Importation	Exportation	Balance commerciale
1963	586	732	146
1964	704	788	84
1965	672	642	-30
1966	640	623	-17
1967	680	725	45
1968	816	831	15
1969	1010	935	-75
1970	1259	1070	-189
1971	1228	857	-371
1972	1491	1304	-187
1973	2241	1889	-352
1974	4024	4259	235
1975	5993	4292	-1701
1976	5318	4977	-341
1977	7102	5805	-1297
1978	8675	6117	-2558
1979	8410	9873	1463
1980	10552	15613	5061
1981	11259	13283	2024
1982	10743	11481	738
1983	10415	11183	768
1984	10 292	11869	1577
1985	9840	10145	305
1986	9213	7820	-1393
1987	7056	8233	1177
1988	7323	8104	781
1989	9208	8968	-240
1990	9684	11304	1620
1991	7681	12101	4420
1992	8406	10837	2431
1993	8788	10091	1303
1994	9368	8340	-1028

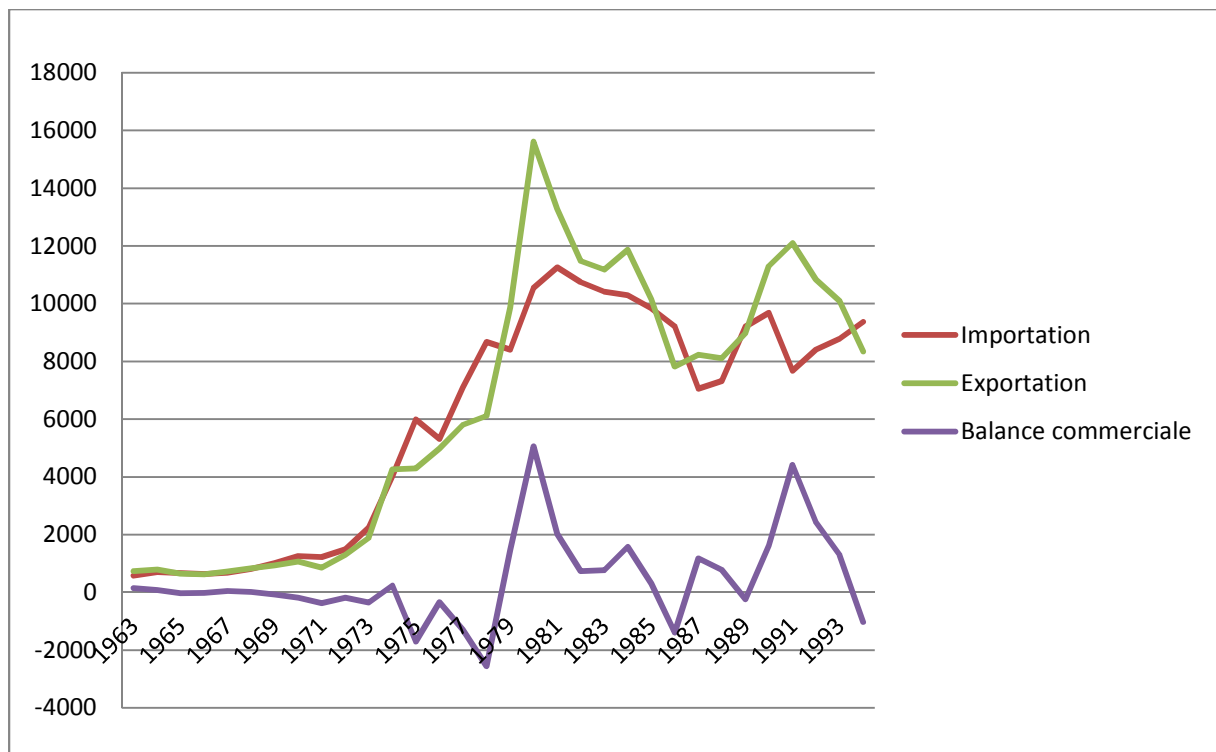
Source : Douane.gov

Pendant les onze premières années (1963 -1973), les opérations du commerce extérieur de l'Algérie (Importations et Exportations) ont enregistré une évolution annuelle relativement lente accusant parfois des baisses insignifiantes.

A partir des années (1974_1994), ou le niveau du volume des échanges est nettement plus important, a vu une évolution en hausse entre (1974_1981), suivi d'une baisse annuelle entre (1982_1989) et une reprise à la hausse à partir de 1992.

Nous représentons cette période par le graphique suivant :

Figure n° 3 : Evolution de la balance commerciale de 1963 - 1994



Source : Elaboré par nous-même à partir de tableau n°3

2.2. L'évolution de balances commerciale pendant la période 1995-2015

Le tableau suivant montre une certaine irrégularité dans l'évolution de la balance commerciale de la période 1995-2015

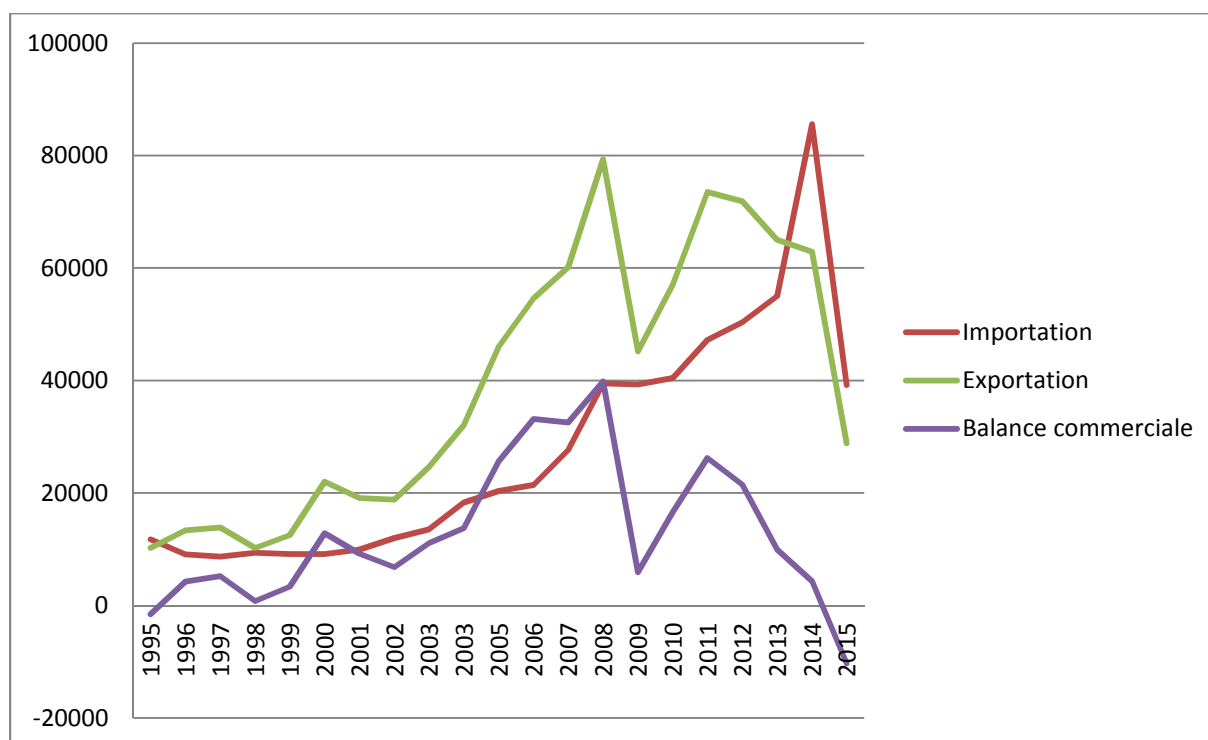
Tableau n° 4 : Evolution de la balance commerciale de 1995 à 2015

Année	Importation	Exportation	Balance commerciale
1995	11761	10240	-1521
1996	9098	13375	4277
1997	8687	13889	5202
1998	9403	10213	810
1999	9164	12522	3358
2000	9173	22031	12858
2001	9940	19132	9192
2002	12009	18825	6816
2003	13534	24612	11078
2003	18308	32083	13775
2005	20357	46001	25644
2006	21456	54613	33157
2007	27631	60163	32532
2008	39479	79298	39819
2009	39 294	45 194	5 900
2010	40 473	57 053	16 580
2011	47 247	73 489	26 242
2012	50 376	71 866	21 490
2013	55 028	64 974	9 946
2014	85 580	62 886	4 306
2015	39 192	28 860	-10 332

Source : Douane.gov

Durant les années (1995_2015), a été marquée par une forte augmentation des opérations d'importations et d'exportations particulièrement à partir de l'année 2004. Cette évolution s'explique en partie par la libéralisation effective du commerce extérieur à partir de l'année 1995 et par la mise en œuvre des programmes de relance économique et de soutien à la relance engagés à partir de l'année 2004. Nous représentons cette période par le graphique suivant :

Figure n°4 : Evolution de la balance commerciale de 1995 – 2015



Source : Elaboré par nous-mêmes à partir de tableau n°4

Section 3 : Estimation de l'effet des dépenses publique sur la balance commerciale en Algérie par le modèle VAR

Dans l'étude de (Roel Beetsma et al, 2007), ils ont essayé d'avoir l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale et le déficit budgétaire dans l'Union européenne, en utilisant le model Panel VAR. L'utilité de cette étude est de connaitre les sources des mouvements de la balance commerciale. Parmi les résultats ressortis, est qu'un mouvement avec 1% dans le pourcentage des dépenses sur le PIB, a un effet avec 1.2% dans les PIB. Aussi, ils ont trouvé que l'augmentation dans les importations et la diminution dans les exportations ont un effet positive dans la chute de la balance commerciale dans la période d'étude³².

Le but de cette étude économétrique est d'étudier la liaison entre la balance commerciale et les dépenses publique pour le cas de l'Algérie.

³² Roel Beetsma, Massimo Giuliodori, Franc Klaassen , «The Effects of Public Spending Shocks on Trade Balances in the European Union», University of Amsterdam, 23 august 2007

3.1. Présentation d'un modèle VAR (Modèle autorégressifs vectoriels)

Selon Bourbonnais (2015), le modèle VAR a été introduit par Sims (1980), comme choix aux modèles macroéconomique à équations simultanées d'inspiration keynésienne qui ont connu beaucoup de critiques concernant les résultats obtenus, à savoir des estimateurs biaisés, des prévisions, l'absence de test statistique sur la structure causale des variables.

Pour ces différentes raisons, Sims a proposé une modélisation multi-variée sans autres restrictions que le choix des variables sélectionnées et de nombre de retards (P). D'après Gourierou C & Monfort A ; le modèle VAR comporte trois avantages :

-Il permet d'expliquer une variable par rapport à ses retards et sa fonction de l'information contenue dans d'autres variables pertinentes.

-On dispose d'un espace d'information très large.

-Cette méthode est assez simple à mettre en œuvre et comprend des procédures d'estimation et des tests.

La construction du modèle VAR se fait d'abord par la sélection des variables d'intérêt, en se référant à la théorie économique, puis par le choix de l'ordre des retards des variables et enfin par l'estimation des paramètres.

Pour la représentation de ce modèle on a :

A. Exemple introductif

Soit une représentation VAR dans laquelle on considère deux variables y_{1t} et y_{2t} . Chacune de ces variables est fonction de ses propres valeurs passées et celles de l'autre. Par exemple le modèle VAR d'un ordre $p = 4$, s'écrit :

$$Y_{1t} = a_1 + \sum_{i=1}^4 b_{1i} y_{1i-i} + \sum_{i=1}^4 c_{1i} y_{2i-i} - d_{1y_{2t}} + \varepsilon_{1t}$$

$$Y_{2t} = a_2 + \sum_{i=1}^4 b_{2i} y_{1i-i} + \sum_{i=1}^4 c_{2i} y_{2i-i} - d_{2y_{2t}} + \varepsilon_{2t}$$

Les variables y_{1t} et y_{2t} sont considérées comme étant stationnaires, les perturbations ε_1 et ε_2

(Les innovations ou les chocs) sont des bruits blancs de variances constantes $\sigma^2_{\varepsilon_1}$ et $\sigma^2_{\varepsilon_2}$ et non auto corrélées.

Nous pouvons immédiatement constater l'abondance de paramètres à estimer (ici 20 coefficients) et les problèmes de perte de degrés de liberté qui résultent. A la lecture de ce modèle, il apparaît qu'il n'est pas sous forme réduite : en effet, y_{1t} a un effet immédiat sur ce système initial est appelé forme structurelle de la représentation VAR. Sous forme matricielle, ce modèle devient :

$$BY_t = A_0 + \sum_{i=1}^4 A_i y_{i-i} + \varepsilon_t$$

Avec :

$$B = \begin{bmatrix} 1 & d_1 \\ d_2 & 1 \end{bmatrix} \quad Y_t = \begin{bmatrix} y_{1t} \\ y_{2t} \end{bmatrix} \quad A_0 = \begin{bmatrix} a_1 \\ a_2 \end{bmatrix} \quad A_i = \begin{bmatrix} b_{1i} & c_{1i} \\ b_{2i} & c_{2i} \end{bmatrix} \quad \varepsilon = \begin{bmatrix} \varepsilon_{1t} \\ \varepsilon_{2t} \end{bmatrix}$$

Pour obtenir un modèle VAR sous forme standard, on multiplie de part de d'autre dans [1] B-1.

Le modèle sous forme standard s'écrit :

$$Y_{1t} = a_1^0 + \sum_{i=1}^4 b_{1i}^1 y_{1i-i} + \sum_{i=1}^4 a_{1i}^2 y_{2i-i} + v_{1t}$$

$$Y_{2t} = a_2^0 + \sum_{i=1}^4 b_{2i}^1 y_{1i-i} + \sum_{i=1}^4 a_{2i}^2 y_{2i-i} + v_{2t}$$

ε_{1t} et ε_{2t} ; en effet, puisque $v = B^{-1}\varepsilon$, on obtient :

$$v_{1t} = (\varepsilon_{1t} - d_1 \varepsilon_{2t}) / (1 - d_1 d_2) \quad \text{Et} \quad v_{2t} = (\varepsilon_{2t} - d_2 \varepsilon_{1t}) / (1 - d_1 d_2)$$

On démontre que :

$$E(v_{1t}) = 0; E(v_{2t}) = 0; E(v_{1t}v_{1t-i}) = 0; E(v_{2t}v_{2t-i}) = 0$$

Les erreurs ont une espérance nulle et sont non auto corrélées.

$$E(v_{1t}^2) = (\sigma_{\varepsilon_1}^2 + d_1^2 \sigma_{\varepsilon_2}^2) / (1 - d_1 d_2); E(v_{2t}^2) = (\sigma_{\varepsilon_2}^2 + d_2^2 \sigma_{\varepsilon_1}^2) / (1 - d_1 d_2)^2$$

La variance de l'erreur est constante (indépendante du temps).

$$E(v_{1t}v_{2t}) = -(d_2 \sigma_{\varepsilon_1}^2 + d_1 \sigma_{\varepsilon_2}^2) / (1 - d_1 d_2)^2$$

Si $d1 = d2 = 0$, les variables $y1t$ et $y2t$ n'ont pas d'influence synchrone l'une sur l'autre, les erreurs $v1t$ et $v2t$ sont non corrélées.

Dans le cas contraire, les erreurs $v1t$ et $v2t$ sont corrélées et donc une variation de l'une de ces erreurs à un instant donné a un impact sur l'autre.

B. La représentation générale

La généralisation de la représentation VAR à k variables et p décalages (notée VAR(p)) s'écrit sous forme matricielle :

$$Y_t = A_0 + A_1 Y_{t-1} + A_2 Y_{t-2} + \dots + A_p Y_{t-p} + V_t$$

Avec :

$$y_t = \begin{bmatrix} y_{1t} \\ y_{2t} \\ \vdots \\ y_{kt} \end{bmatrix}; A_{i \neq 0} = \begin{bmatrix} a_{1i}^1 & a_{1i}^2 & \dots & a_{1i}^k \\ a_{2i}^1 & a_{2i}^2 & \dots & a_{2i}^k \\ \vdots & \vdots & \dots & \vdots \\ a_{ki}^1 & a_{ki}^2 & \dots & a_{ki}^k \end{bmatrix}; A_0 = \begin{bmatrix} a_1^0 \\ a_2^0 \\ \vdots \\ a_k^0 \end{bmatrix}; v_t = \begin{bmatrix} v_{1t} \\ v_{2t} \\ \vdots \\ v_{kt} \end{bmatrix}$$

On note : $\Sigma_v = E(v_t v_t')$, la matrice de dimension (k, k) des variances covariances des erreurs. Cette matrice est bien sûr inconnue. Cette représentation peut s'écrire à l'aide de l'opérateur retard :

$(I - A_1 D - A_2 D^2 - \dots - A_p D^p) Y_t = A_0 + v_t$, ou encore $A(D) Y_t = A_0 + v_t$
Condition de stationnarité. Un modèle VAR est stationnaire, s'il satisfait les trois conditions classiques :

- $E(Y_t) = \mu \forall t$;
- $Var(Y_T) < \infty$;
- $Cov(Y_t, Y_{t+k}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+k} - \mu)] = \rho_k \forall t$

On démontre¹ qu'un processus VAR(p) est stationnaire si le polynôme défini à partir du déterminant : $det(I - A_1 Z - A_2 Z^2 - \dots - A_p Z^p) = 0$ a ses racines à l'extérieur du cercle unité du plan complexe.³³

³³.Bourbonnais, R, (2015), « Econométrie », DANOD, 9^e édition, paris, P 275.

3.2. Choix des variables

Le choix des variables dans notre étude s'est fait par rapport au but de notre thème c'est-à-dire voir l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale en Algérie durant la période de 1963 à 2015. Les variables que nous choisirons sont comme suite :

- **Balance Commerciale (BLC)** : indique la différence entre les exportations et les importations
- **Dépense Publique ou Budgétaire (DEP)**: leur but est de satisfaire les besoins des citoyens et augmenter la production. Nous le prenons par million de dinars.
- **Importation (IMP)** : le terme importation s'applique à l'ensemble des achats de marchandises à l'extérieur du pays qu'il s'agisse de biens de consommation ou de biens destinés à l'investissement. Nous le prenons par million de dinars.
- **Exportation (EXP)** : une croissance des exportations nationales est un signe de développement industriel du pays et source de financement de l'économie et de croissance économique. Nous le prenons par million de dinars.

3.3. Présentation du modèle de régression multiple

Afin d'expliquer l'impact des fluctuations des prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie, nous allons étudier le cadre théorique de la modélisation économique.

3.3.1 Définition de régression multiple

Le modèle de régression linéaire multiple est l'outil statistique le plus habituellement mis en œuvre pour l'étude des variations d'une variable endogène associée aux variations de plusieurs variables exogènes. Cas particulier de modèle linéaire, il s'intéresse à modéliser une variable Y en fonction de plusieurs variables explicatives X_1, X_2, \dots, X_p . Il constitue la généralisation naturelle de la régression simple. Avec³⁴ :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 X_{1t} + \beta_2 X_{2t} + \dots + \beta_p X_{pt} + \varepsilon_t \quad / \quad t = 1..n$$

Y_t : La variable endogène à la date t .

X_{1t} : La première variable explicative à la date t .

X_{2t} : La deuxième variable explicative à la date t .

X_{pt} : La p ème variable explicative à la date t .

³⁴ Bazen, S. et Sabatier, M., (2007) « Econometrie des fondements à la modélisation », Ed Vuibert, p48.

$\beta_0, \beta_1, \beta_2, \dots, \beta_p$: paramètre du modèle.

ε_t : L'erreur de spécification.

n : le nombre d'observation.

3.3.2 Le coefficient R^2

Le coefficient de détermination (R^2) aussi appelé coefficient de corrélation multiple, est un indicateur qui permet de juger la qualité d'une régression linéaire multiple, d'une valeur comprise entre 0 et 1, il mesure l'adéquation entre le modèle et les données observées ainsi, indique le pourcentage de la variabilité de Y expliquée par les variables indépendantes X_1, X_2, \dots, X_p . Lorsqu'on ajoute une ou plusieurs variables indépendantes dans le modèle, le coefficient R^2 augmente, deux hypothèses sont possibles à se réaliser :

- Si R^2 est proche de 1 alors le modèle est proche de la réalité.
- Si R^2 est proche de 0 alors le modèle explique très mal la réalité. Il faut alors trouver un meilleur modèle.

3.3.3 Les tests d'hypothèses

Les tests suivants nous permettent de bien analyser le modèle et d'interpréter les résultats obtenus.

3.3.3.1 Test de student : Il sert à vérifier si une variable explicative est explicative ceci a un impact sur la variable à réexpliquer. Les p-value des variables sont inférieures à 5%, donc ces variables sont significatives au seuil de 5%. Quant au taux de change effectif réel, sa p-value est supérieure à 5%. Cette variable n'est pas significative au seuil de 5%.

3.3.3.2 Test de Fisher : Le test de Fisher est appliqué Pour étudier la significativité globale du modèle. Ce test permet de voir si au moins une des variables explicatives du modèle explique la diversification des de ma variable à réexpliquer. Le modèle de long terme est globalement significatif si la probabilité de Fisher (0.00000dans le long terme) obtenue est inférieure à 5%.

3.3.3.3 Test de normalité des résidus : Le test de Jarque-Bera(TJB) (1980) cherche à déterminer si des données suivent une loi normale. On a :

H0 : les données suivent une loi normale ;

H1 : les données ne suivent pas une loi normale.

La quantité suit asymptotiquement une loi du Khi deux à 2 degrés de liberté, le test s'effectuant sur les résidus. On teste donc l'hypothèse de normalité des résidus, la règle de décision consiste à accepter cette hypothèse si la statistique de Jarque Bera JB est inférieure à 5,99.

3.3. Le processus de la modélisation et analyse des résultats

Pour une modélisation d'une étude il faut vérifier les testes suivant :

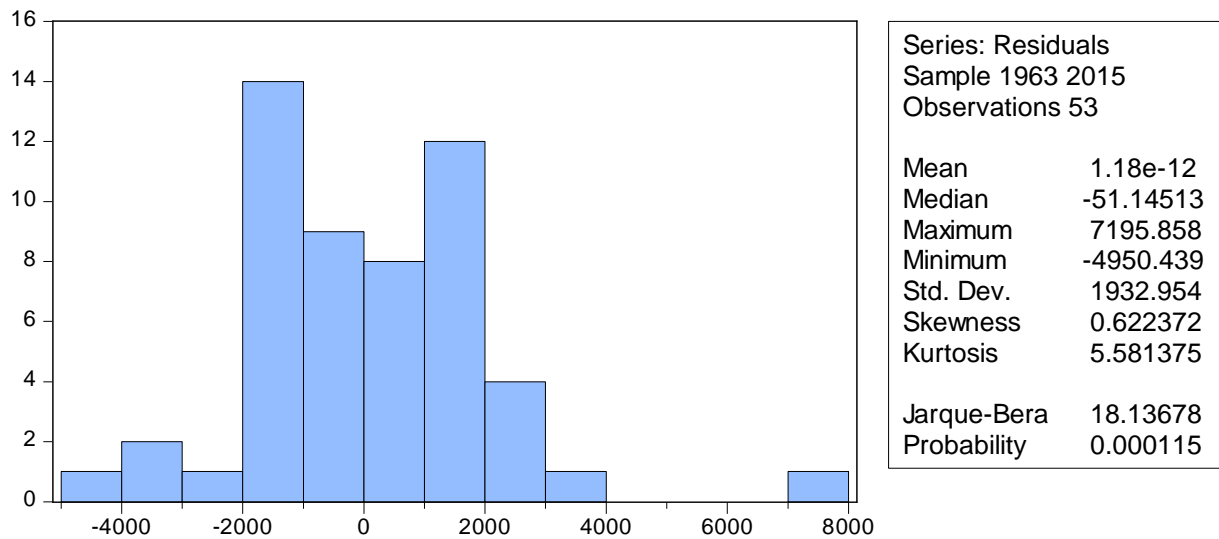
Application de test MC0

Dependent Variable: BC
Method: Least Squares
Date: 06/28/17 Time: 10:45
Sample: 1963 2015
Included observations: 53

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-1495.957	392.1207	-3.815043	0.0004
G	-0.001756	0.000389	-4.517651	0.0000
M	-0.518349	0.046478	-11.15258	0.0000
X	0.855900	0.027761	30.83115	0.0000
R-squared	0.963323	Mean dependent var	5387.604	
Adjusted R-squared	0.961077	S.D. dependent var	10093.10	
S.E. of regression	1991.247	Akaike info criterion	18.10338	
Sum squared resid	1.94E+08	Schwarz criterion	18.25208	
Log likelihood	-475.7396	Hannan-Quinn criter.	18.16056	
F-statistic	428.9953	Durbin-Watson stat	1.371353	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Le modèle est globalement significatif au seuil de 5 %. R^2 et R^2 -ajusté sont très proches. Ainsi, 96,5 % des variations de la BC sont expliquées par les variations de la combinaison des variables exogènes. En utilisant la statistique de Student directement fournie par *Eviews*, lorsqu'au seuil considéré la valeur de la statistique de Student estimée est supérieure à celle tabulée par Student, alors on retient l'hypothèse de significativité. Les résultats de l'estimation

montrent clairement qu'à 5% toutes les variables retenues sont significatives car les probabilités associées sont inférieures à 0,05.



La table numérique de Khi deux à 2 degré de liberté nous donne la valeur critique de 5,99 à 5% d'erreur. Or dans la figure , la valeur de Jarque-Bera est de 18,136 donc elle est supérieur à la valeur critique ($18,136 > 5,99$) alors on rejete l'hypothèse H_0 . De plus la probabilité de la statistique de Jarque-Bera fournie par Eviews est inférieur au seuil ($0,00015 < 0,05$) ce qui signifie que les résidus issus du modèle ne suivent pas la loi normale

TEST DE STATIONNAIRETE

Balance commerciale

MODEL 3

Null Hypothesis: BC has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.318030	0.4170
Test critical values: 1% level	-4.144584	
5% level	-3.498692	
10% level	-3.178578	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(BC)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:16

Sample (adjusted): 1964 2015

Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BC(-1)	-0.283898	0.122474	-2.318030	0.0247
C	-643.7566	1957.018	-0.328948	0.7436
@TREND(1963)	77.64564	80.38179	0.965961	0.3388
R-squared	0.109200	Mean dependent var	-201.5000	
Adjusted R-squared	0.072841	S.D. dependent var	6696.951	
S.E. of regression	6448.433	Akaike info criterion	20.43702	
Sum squared resid	2.04E+09	Schwarz criterion	20.54959	
Log likelihood	-528.3626	Hannan-Quinn criter.	20.48018	
F-statistic	3.003383	Durbin-Watson stat	1.824682	
Prob(F-statistic)	0.058831			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

Test du trend:

$$\left\{ \begin{array}{l} H_0 : B=0 \\ H_1 : B \neq 0 \end{array} \right.$$

$T_b = |0.96| < T^{ADF} = 2.78$ donc on accepte $H_0 : B=0$, la tendance est non significative.

On passe à l'estimation du modèle 02

MODEL 2

Null Hypothesis: BC has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.253993	0.1905
Test critical values: 1% level	-3.562669	
5% level	-2.918778	
10% level	-2.597285	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(BC)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:21

Sample (adjusted): 1964 2015

Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BC(-1)	-0.204488	0.090722	-2.253993	0.0286
C	962.0165	1032.014	0.932173	0.3557
R-squared	0.092237	Mean dependent var	-201.5000	
Adjusted R-squared	0.074082	S.D. dependent var	6696.951	
S.E. of regression	6444.116	Akaike info criterion	20.41742	
Sum squared resid	2.08E+09	Schwarz criterion	20.49247	
Log likelihood	-528.8530	Hannan-Quinn criter.	20.44620	
F-statistic	5.080486	Durbin-Watson stat	1.928732	
Prob(F-statistic)	0.028611			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

Test de la constante :

$H_0 : C=0$

$H_1 : C \neq 0$

$T_c = |0.93| < T^{ADF} = 2.52$ donc on accepte $H_0 : C = 0$, la constante est non significative. On passe à l'estimation du premier modèle 1.

MODEL 1

Null Hypothesis: BC has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.067211	0.0382
Test critical values: 1% level	-2.610192	
5% level	-1.947248	
10% level	-1.612797	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(BC)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:24

Sample (adjusted): 1964 2015

Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BC(-1)	-0.162187	0.078457	-2.067211	0.0438
R-squared	0.076462	Mean dependent var	-201.5000	
Adjusted R-squared	0.076462	S.D. dependent var	6696.951	
S.E. of regression	6435.831	Akaike info criterion	20.39619	
Sum squared resid	2.11E+09	Schwarz criterion	20.43372	
Log likelihood	-529.3010	Hannan-Quinn criter.	20.41058	
Durbin-Watson stat	1.973777			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

TC= -2,06 < -1,94 donc la série de la balance commerciale est stationnaire au niveau

Les dépenses publiques

Modèle 3

Null Hypothesis: G has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.885917	1.0000
Test critical values: 1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(G)
 Method: Least Squares
 Date: 06/28/17 Time: 11:33
 Sample (adjusted): 1965 2015
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G(-1)	0.082059	0.043511	1.885917	0.0655
D(G(-1))	-0.384053	0.150226	-2.556505	0.0139
C	-87342.12	106469.1	-0.820352	0.4162
@TREND(1963)	6725.587	4884.267	1.376990	0.1750
R-squared	0.325594	Mean dependent var	142026.0	
Adjusted R-squared	0.282546	S.D. dependent var	355786.4	
S.E. of regression	301360.5	Akaike info criterion	28.14519	
Sum squared resid	4.27E+12	Schwarz criterion	28.29670	
Log likelihood	-713.7023	Hannan-Quinn criter.	28.20309	
F-statistic	7.563640	Durbin-Watson stat	2.131706	
Prob(F-statistic)	0.000315			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

La tendance n'y pas significatif

Model 2

Null Hypothesis: G has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	4.511358	1.0000
Test critical values: 1% level	-3.565430	
5% level	-2.919952	
10% level	-2.597905	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(G)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:35

Sample (adjusted): 1965 2015

Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G(-1)	0.127833	0.028336	4.511358	0.0000
D(G(-1))	-0.385002	0.151620	-2.539255	0.0144
C	41742.75	50943.57	0.819392	0.4166
R-squared	0.298386	Mean dependent var	142026.0	
Adjusted R-squared	0.269152	S.D. dependent var	355786.4	
S.E. of regression	304160.5	Akaike info criterion	28.14552	
Sum squared resid	4.44E+12	Schwarz criterion	28.25916	
Log likelihood	-714.7108	Hannan-Quinn criter.	28.18894	
F-statistic	10.20686	Durbin-Watson stat	2.131827	
Prob(F-statistic)	0.000202			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

La constante n'y pas significatif

Modèle 1

Null Hypothesis: G has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	5.496460	1.0000
Test critical values: 1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(G)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:37

Sample (adjusted): 1965 2015

Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G(-1)	0.138358	0.025172	5.496460	0.0000
D(G(-1))	-0.381155	0.151038	-2.523564	0.0149
R-squared	0.288572	Mean dependent var	142026.0	
Adjusted R-squared	0.274054	S.D. dependent var	355786.4	
S.E. of regression	303138.9	Akaike info criterion	28.12020	
Sum squared resid	4.50E+12	Schwarz criterion	28.19595	
Log likelihood	-715.0650	Hannan-Quinn criter.	28.14915	
Durbin-Watson stat	2.127862			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

la série n'y pas stationnaire, donc nous allons passer a la premières différence

Première différence

Null Hypothesis: G has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	5.496460	1.0000
Test critical values: 1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(G)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:37

Sample (adjusted): 1965 2015

Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
G(-1)	0.138358	0.025172	5.496460	0.0000
D(G(-1))	-0.381155	0.151038	-2.523564	0.0149
R-squared	0.288572	Mean dependent var	142026.0	
Adjusted R-squared	0.274054	S.D. dependent var	355786.4	
S.E. of regression	303138.9	Akaike info criterion	28.12020	
Sum squared resid	4.50E+12	Schwarz criterion	28.19595	
Log likelihood	-715.0650	Hannan-Quinn criter.	28.14915	
Durbin-Watson stat	2.127862			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

Deuxième différence

Null Hypothesis: D(G,2) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-10.22889	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.613010	
5% level	-1.947665	
10% level	-1.612573	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(G,3)

Method: Least Squares

Date: 06/28/17 Time: 11:40

Sample (adjusted): 1967 2015

Included observations: 49 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(G(-1),2)	-2.392804	0.233926	-10.22889	0.0000
D(G(-1),3)	0.498574	0.133675	3.729736	0.0005
R-squared	0.836716	Mean dependent var	19781.78	
Adjusted R-squared	0.833242	S.D. dependent var	881691.6	
S.E. of regression	360048.1	Akaike info criterion	28.46582	
Sum squared resid	6.09E+12	Schwarz criterion	28.54304	
Log likelihood	-695.4127	Hannan-Quinn criter.	28.49512	
Durbin-Watson stat	2.168926			

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

La série des dépenses publiques est stationnaire a la deuxième différence

Estimation de modèle VAR

Vector Autoregression Estimates

Date: 06/28/17 Time: 11:45

Sample (adjusted): 1966 2015

Included observations: 50 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

	BC	D(D(G))
BC(-1)	0.802799 (0.07569) [10.6058]	-0.534789 (5.79993) [-0.09221]
D(D(G(-1)))	0.008078 (0.00159) [5.07201]	-0.618076 (0.12204) [-5.06458]
C	945.0045 (877.948) [1.07638]	25496.45 (67271.1) [0.37901]
R-squared	0.742583	0.353073
Adj. R-squared	0.731629	0.325544
Sum sq. resids	1.34E+09	7.87E+12
S.E. equation	5340.391	409197.5
F-statistic	67.79142	12.82559
Log likelihood	-498.5527	-715.4977
Akaike AIC	20.06211	28.73991
Schwarz SC	20.17683	28.85463
Mean dependent	5706.860	21187.56
S.D. dependent	10308.73	498260.3
Determinant resid covariance (dof adj.)		4.26E+18
Determinant resid covariance		3.76E+18
Log likelihood		-1211.175
Akaike information criterion		48.68699
Schwarz criterion		48.91644

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

Equation de l'estimation

$$BC = 0.80279854286*BC(-1) + 0.00807828854341*D(D(G(-1))) + 945.004524058$$

Test de causalité

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 06/28/17 Time: 11:54

Sample: 1963 2015

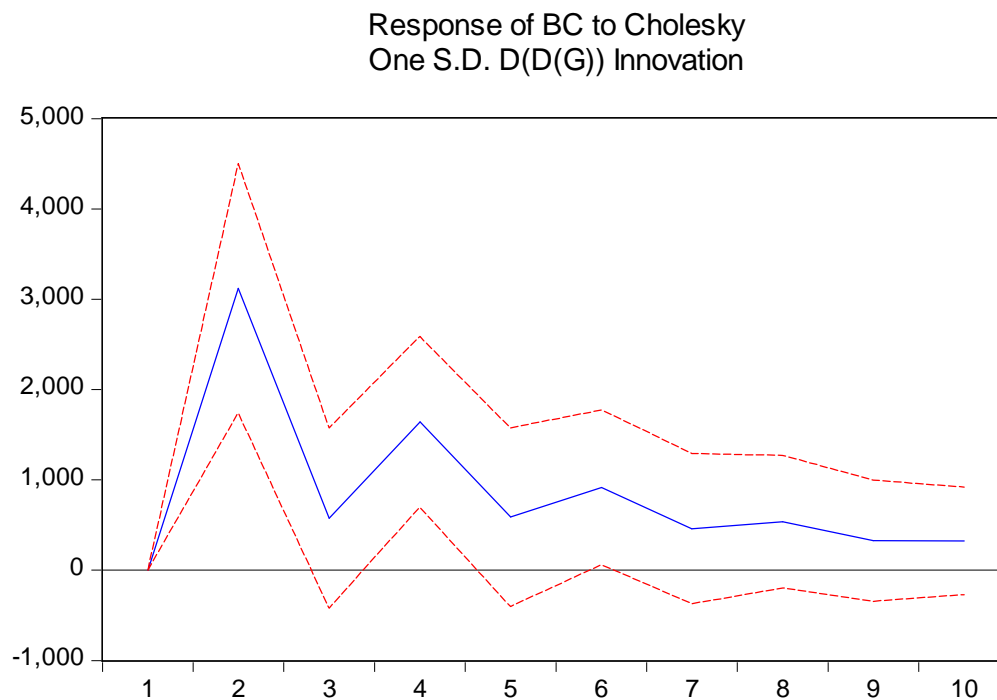
Lags: 1

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
D(D(G)) does not Granger Cause BC	50	25.7253	7.E-06
BC does not Granger Cause D(D(G))		0.00850	0.9269

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

On remarque que La probabilité $7.E-06 < 5\%$ on rejete l'hypothèse H_0 , donc il ya une relation de causalité entre les dépenses publiques et la balance commerciale

L'analyse des chocs



Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

La décomposition de la variance

Perio d	S.E.	BC	D(D(G))
1	5340.391	100.0000	0.000000
2	8195.760	85.49986	14.50014
3	8978.157	87.50466	12.49534
4	9709.830	86.45869	13.54131
5	10017.48	86.93453	13.06547
6	10270.38	86.77492	13.22508
7	10398.20	86.90422	13.09578
8	10493.68	86.88150	13.11850
9	10547.02	86.91946	13.08054
10	10584.50	86.91879	13.08121

Chole
sky
Orderi
ng:
BC
D(D(
G))

Source : Nos calculs à partir du logiciel Eviews

Conclusion

L'objectif visé dans ce chapitre était d'analyser l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale par la construction d'un modèle valide de type VAR appliqué aux données algériennes. Ce modèle, à travers l'analyse de test de causalité de Granger, nous a permis de tirer les résultats suivants :

- L'analyse de la causalité montre l'existence de la causalité au sens de Granger entre la balance commerciale et les dépenses publiques, du fait de l'alimentation des caisses de l'Etat par la seule recette des exportations d'hydrocarbures.
- Les dépenses publiques ont un effet sur la balance commerciale, même s'il n'y a pas de lien de causalité direct, du fait aussi de l'importation qui augmente pour certains produits et matériaux alimentant les chantiers d'infrastructures, et l'amélioration de certaines exportations

- Les tests de cointégration ont été effectués dans l'objectif de mettre en évidence l'existence d'une relation de long terme entre les variables, qui se confirme, conformément à la théorie.

Conclusion générale

L'objet de notre travail consiste à examiner la relation entre les dépenses publiques et la balance commerciale. Pour ce faire, nous avons adopté une démarche qui s'appuie sur une approche à la fois théorique et empirique.

Il s'agissait en fait, de proposer une analyse qui tente d'évaluer l'impact des dépenses publiques sur la balance commerciale en Algérie. Etant donné cet objectif, il nous est tout d'abord apparu nécessaire d'exposer les principes fondateurs et quelques travaux de recherche sur la des dépenses publiques et le rôle dans l'économie.

Il a été question d'analyser le rôle et la place de l'Etat dans l'économie à travers les différents courants de la pensée économique. On a par exemple, les classiques et les néoclassiques qui préconisent un Etat minimal, assurant les fonctions régaliennes. En effet, l'Etat peut intervenir dans les rares domaines où le marché est défaillant. La vision keynésienne, quant à elle, privilégie l'intervention de l'Etat en tant qu'agent régulateur, par le biais d'une politique économique conjecturale, car le capitalisme, livré à lui-même, ne peut que conduire à des crises chroniques.

L'émergence de la nouvelle théorie économique a réhabilité le rôle positif et significatif de l'Etat dans l'activité économique, qui est matérialisé essentiellement par la construction d'un capital public stimulateur de croissance et complémentaire à l'activité privée dans une dynamique de synergie entretenue.

Depuis l'indépendance, le développement en Algérie est basé sur les dépenses publiques, soit à travers la mise en place d'une structure industrielle constituée principalement d'entreprises publiques dans le cadre de l'industrie industrialisante, ou l'adoption de programme de la relance économiques et cela, à travers l'exploitation de l'aisance financière que le pays a connue durant ces dernières années pour développer les capacités de construction du pays et renforcer le stock du capitale d'infrastructure manquant.

Pour mieux rapprocher le rôle des dépenses publiques sur la balance commerciale en Algérie, nous avons tenté de mesurer le lien empirique entre ces deux grandeurs par l'économétrie linéaire pour la période 1963-2015.

Notre étude remet en cause les résultats obtenus jusqu'ici à partir de modèle VAR. En effet, nous avons concéderez la période 1963-2015 dans son ensemble et nous avons constaté un effet positif entre la balance commerciale et les dépenses publiques.

Ensuite, nous avons examiné à la relation existante entre les dépenses publiques et la balance commerciale. Pour cela nous avons opté une méthodologie VAR permettant de modéliser les ajustements qui conduisent à une situation d'équilibre à long terme.

A partir de l'analyse des données par les méthodes des séries chronologique, nous avons conclu ce qui suit :

- La démarche de notre étude consiste, en premier lieu, déterminer la stationnarité des variables. Les résultats indiquant que la balance commerciale est stationnaire au modèle 1 au niveau. les dépenses publiques et les exportations sont stationnaires à la première différence, par contre les importations est stationnaire dans la douzièmes différence.
- L'existence d'une relation à long terme entre les dépenses publiques et les exportations.
- Le test de cointégration ont été effectués dans l'objectif de mettre en évidence l'existence d'une relation de long terme entre les variables qui confirme cette relation.
- Pour le teste da causalité au ses de Granger, nous avons trouvé une relation de causalité entre toute les variables, à part, pour la causalité des dépenses publiques sur les importations, qu'on peut souligner comme effet inattendu, car on s'attendait à ce que les dépenses publiques, réduisent le recours à l'importation de certains produits qui seront produits localement, suite à la stimulation de l'investissement. Mais, cela reste un effet, indirect, ce qui explique l'absence de causalité. Aussi, les dépenses qui ne causent pas la variable balance commerciale, car c'est aussi un effet indirect, pas direct.
- L'équation de l'estimation du modèle VAR, nous avons déduisons que les dépenses publiques ont un effet positif sur la balances commerciale, conformément à la théorie et à notre première hypothèse de départ

Donc, on peut dire que globalement, notre étude est valide statistiquement, et justifiée économiquement parlant, ce qui confirme une solide relation d'influence entre les dépenses publiques et la balance des paiements, même si l'effet, de réduction des importations qu'on attendait (notre deuxième hypothèse), n'est pas confirmé, du moins, dans la période actuelle. Cela pourrait être justifié par le fait que l'effet de ces dépenses, est un effet qui s'obtient à long terme, après que la production locale se substitue à l'importation.

Bibliographie

Ouvrages

1. Keynes, J.M « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », édition payot, paris 1969.
2. Adam.A, ; Ferrand, O ; Roux.R, « Finances publiques ». Dalloz, (2003).
3. Barrère.A, « La cohérence de l'économie publique, le plan et le marché », Edition Economica. Paris (1985)
4. Benissad H, « l'ajustement structurel objectifs et expériences », alim édition, janvier 1994²Ministère du commerce, « recueil des procédures du commerce extérieur algérien », ALGEX, 2008.
5. Bourbonnais, R, « Econométrie », DANOD, 9^e édition, paris 2015.
6. Denis,H « L'histoire de la pensée économique », Edition PUF, paris 1973.
7. Di malta,P, « Finances publiques, le budget », 1^{ère} édition, paris, 1999.
8. Dupuy.M, Cardebat.J.-M, Jegourel, Y, « Finance internationale », Edition DUNOD, 2006.
9. Laffont, J .J « Fondements de l'économie publique », édition Economica. Paris, 1982.
10. Mouhoubi, S, « L'Algérie et le tiers-monde face à la crise », ATTARIK , 1990
11. Mucchielli.J.L. « Relation économique international », Panthéon Sorbonne, Paris, 2005.
12. Polere, C, « La prospective, les fondements historiques », Direction de la prospective et du dialogue public, volume 1, (2012).
13. Rainelli.M, « Le commerce international », repères, la découverte, 8^{ème} édition, 2002

Reuves et article

1. Ambapour. S et Massamba. C, « Croissance économique et consommation d'énergie au Congo: une analyse en termes de causalité », document de travail, BAMSI, 12/2005.p.6.
2. Chatail C, « Finance publique », Centre de publication universitaire, 2002, Paris, P35
3. Kheladi.M « Introduction aux relations économiques internationales »,Office des publications universitaires
4. Saoussen C, Meriem H, « Efficience du financement des services publics et croissance économique dans les pays en développement », Journées scientifiques du réseau « Analyse économique et développement », Paris, 7 et 8 Septembre 2006.

Site web

- <http://annuaire.logistiqueconseil.org>
- <http://www.medafco.org>
- <http://annuaire.logistiqueconsiel.org>
- <http://www.wto.org>

- <http://www.wedafco.org>
- <https://Annuaire.lodistiqueconseil.org>
- <https://www.Algérieactualité.dz>
- <https://www.Algérieactualité.dz>
- <https://www.bsi.économice.org>
- <https://www.douane.gov.dz>
- <https://www.imf.org>
- <https://www.uncitral.org>
- <https://ons.org>

Balance commerciale (Blc) (Annexe n°1).

Modèle 3

Null Hypothesis: BLC has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.318030	0.4170
Test critical values: 1% level	-4.144584	
5% level	-3.498692	
10% level	-3.178578	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(BLC)
 Method: Least Squares
 Date: 05/17/17 Time: 14:01
 Sample (adjusted): 1964 2015
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BLC(-1)	-0.283898	0.122474	-2.318030	0.0247
C	-643.7566	1957.018	-0.328948	0.7436
@TREND("1963")	77.64564	80.38179	0.965961	0.3388
R-squared	0.109200	Mean dependent var		-201.5000
Adjusted R-squared	0.072841	S.D. dependent var		6696.951
S.E. of regression	6448.433	Akaike info criterion		20.43702
Sum squared resid	2.04E+09	Schwarz criterion		20.54959
Log likelihood	-528.3626	Hannan-Quinn criter.		20.48018
F-statistic	3.003383	Durbin-Watson stat		1.824682
Prob(F-statistic)	0.058831			

Model 2

Null Hypothesis: BLC has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.253993	0.1905
Test critical values: 1% level	-3.562669	
5% level	-2.918778	
10% level	-2.597285	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(BLC)
 Method: Least Squares
 Date: 05/17/17 Time: 14:11
 Sample (adjusted): 1964 2015
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BLC(-1)	-0.204488	0.090722	-2.253993	0.0286
C	962.0165	1032.014	0.932173	0.3557
R-squared	0.092237	Mean dependent var		-201.5000
Adjusted R-squared	0.074082	S.D. dependent var		6696.951
S.E. of regression	6444.116	Akaike info criterion		20.41742
Sum squared resid	2.08E+09	Schwarz criterion		20.49247
Log likelihood	-528.8530	Hannan-Quinn criter.		20.44620
F-statistic	5.080486	Durbin-Watson stat		1.928732
Prob(F-statistic)	0.028611			

Model 1

Null Hypothesis: BLC has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.067211	0.0382
Test critical values:		
1% level	-2.610192	
5% level	-1.947248	
10% level	-1.612797	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(BLC)
 Method: Least Squares
 Date: 05/17/17 Time: 14:12
 Sample (adjusted): 1964 2015
 Included observations: 52 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BLC(-1)	-0.162187	0.078457	-2.067211	0.0438
R-squared	0.076462	Mean dependent var		-201.5000
Adjusted R-squared	0.076462	S.D. dependent var		6696.951
S.E. of regression	6435.831	Akaike info criterion		20.39619
Sum squared resid	2.11E+09	Schwarz criterion		20.43372
Log likelihood	-529.3010	Hannan-Quinn criter.		20.41058
Durbin-Watson stat	1.973777			

Les dépenses publiques (DEP) (Annexe n°2)

Model 3

Null Hypothesis: DEP has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.885917	1.0000
Test critical values:		
1% level	-4.148465	
5% level	-3.500495	
10% level	-3.179617	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEP)
 Method: Least Squares
 Date: 05/17/17 Time: 14:19
 Sample (adjusted): 1965 2015
 Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEP(-1)	0.082059	0.043511	1.885917	0.0655
D(DEP(-1))	-0.384053	0.150226	-2.556505	0.0139
C	-87342.12	106469.1	-0.820352	0.4162
@TREND("1963")	6725.587	4884.267	1.376990	0.1750
R-squared	0.325594	Mean dependent var		142026.0
Adjusted R-squared	0.282546	S.D. dependent var		355786.4
S.E. of regression	301360.5	Akaike info criterion		28.14519
Sum squared resid	4.27E+12	Schwarz criterion		28.29670
Log likelihood	-713.7023	Hannan-Quinn criter.		28.20309
F-statistic	7.563640	Durbin-Watson stat		2.131706
Prob(F-statistic)	0.000315			

Model 2

Null Hypothesis: DEP has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	4.511358	1.0000
Test critical values:		
1% level	-3.565430	
5% level	-2.919952	
10% level	-2.597905	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(DEP)
Method: Least Squares
Date: 05/17/17 Time: 14:20
Sample (adjusted): 1965 2015
Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEP(-1)	0.127833	0.028336	4.511358	0.0000
D(DEP(-1))	-0.385002	0.151620	-2.539255	0.0144
C	41742.75	50943.57	0.819392	0.4166
R-squared	0.298386	Mean dependent var		142026.0
Adjusted R-squared	0.269152	S.D. dependent var		355786.4
S.E. of regression	304160.5	Akaike info criterion		28.14552
Sum squared resid	4.44E+12	Schwarz criterion		28.25916
Log likelihood	-714.7108	Hannan-Quinn criter.		28.18894
F-statistic	10.20686	Durbin-Watson stat		2.131827
Prob(F-statistic)	0.000202			

Model 1

Null Hypothesis: DEP has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=10)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	5.496460	1.0000
Test critical values:		
1% level	-2.611094	
5% level	-1.947381	
10% level	-1.612725	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(DEP)
Method: Least Squares
Date: 05/17/17 Time: 14:21
Sample (adjusted): 1965 2015
Included observations: 51 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEP(-1)	0.138358	0.025172	5.496460	0.0000
D(DEP(-1))	-0.381155	0.151038	-2.523564	0.0149
R-squared	0.288572	Mean dependent var		142026.0
Adjusted R-squared	0.274054	S.D. dependent var		355786.4
S.E. of regression	303138.9	Akaike info criterion		28.12020
Sum squared resid	4.50E+12	Schwarz criterion		28.19595
Log likelihood	-715.0650	Hannan-Quinn criter.		28.14915
Durbin-Watson stat	2.127862			

Test de cointegration de johansen (annexe n°3)

Trace test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegration Rank Test (Maximum Eigenvalue)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Max-Eigen Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.498705	35.21857	14.26460	0.0000
At most 1	0.005507	0.281617	3.841466	0.5956

Max-eigenvalue test indicates 1 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Unrestricted Cointegrating Coefficients (normalized by b*S11*b=I):

BLC	DEP
-7.86E-05	-3.07E-07
0.000155	-8.91E-07

Unrestricted Adjustment Coefficients (alpha):

D(BLC)	2695.946	403.5502
D(DEP)	-221783.3	11760.92

1 Cointegrating

Equation(s): Log likelihood -1226.773

Normalized cointegrating coefficients (standard error in parentheses)

BLC	DEP
1.000000	0.003907
	(0.00126)

Adjustment coefficients (standard error in parentheses)

D(BLC)	-0.211927
	(0.06963)
D(DEP)	17.43432
	(3.13101)

Table des matières

Introduction générale	1
Chapitre 1: Historique du commerce international	4
Introduction	4
Section 1: L'évolution du commerce extérieur	4
1.1. L'évolution du commerce extérieur dans le monde	4
1.1.1. La période 1800-1913	4
1.1.2. La période 1913-1945	5
1.1.3. La période 1945-1990	5
1.1.4. La période 1990 à nos jours	5
1.2. Les théories du commerce international	6
1.2.1. la théorie de l'avantage absolu (A . SMITH)	6
1.2.2. La théorie des couts comparative	8
1.2.3. La spécialisation selon la différence de dotation en facteurs	10
1.2.4. La spécialisation selon la différence de technologie	11
Section 2 : Les institutions du commerce internationale	13
2.1. La banque mondiale (BM)	13
2.2. Conférence des nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	14
2.3. La chambre du commerce international (CCI)	15
2.4. L'organisation mondiale du commerce (OMC)	15
2.5. La commission des Nations-Unies sur le commerce international (CNUDCI)	15
2.6. Le fond monétaire international (FMI)	16
Section 3 : commerce extérieur en Algérie	16
3.1. Le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur :	16
3.2. Libéralisation du commerce extérieur en Algérie	17
3.3. Les accords internationaux de l'Algérie	18
3.4. L'adhésion de l'Algérie à l'OMC	20
Conclusion	22
Chapitre 2: Dépenses publiques, et évolution du rôle de l'Etat dans l'économie	23
Introduction	23
Section 01 : généralité sur les dépenses publiques	23

1.1. Classification des dépenses publiques :	24
1.1.1. Classification administrative :	24
1.1.2. Classification fonctionnelle des dépenses publiques :	24
1.1.3. Classification économique des dépenses publique :	25
Section 2 : Le rôle de l'Etat dans l'économie	26
2.1. Les théories économiques de l'Etat	26
2.1.1. La vision classique et néo-classique du rôle de l'Etat	27
2.1.2. La vision marxiste	28
2.1.3. La vision keynésienne	28
2.2. Les formes d'intervention de l'Etat	30
2.2.1. L'Etat providence	30
2.2.2. L'Etat de bien-être	31
2.2.3. L'Etat planificateur	31
2.2.4. L'Etat politique	32
Section 03 : l'effet des dépenses publiques sur la balance commercial	32
3.1. L'effet des dépenses publiques sur la croissance économique	33
3.2. La balance commerciale	34
3.3 .La balance des paiements :	34
3.3.1. Les principaux soldes de la balance des paiements :	35
3.3.2. Balance des paiements et agrégats internes	36
Conclusion	39
Chapitre 03 : Analyse de l'effet des dépenses publiques sur la balance commerciale en Algérie	40
Introduction	40
Section 01 : Analyse de l'évolution des dépenses publiques en Algérie	40
1.1. Evolution des dépenses publiques pendant la période de l'économie planifiée de 1963-1994	40
2.2. Evolution des dépenses publiques pendant la période de la libéralisation (économie de marché) de 1995-2016	42
Section 02 : Analyse de l'évolution de la balance commerciale en Algérie	44
2.1. Evolution de la balance commerciale en Algérie de l'année 1963 à 1994 (unités en Millon de Dinars)	44
2.2. L'évolution de la balance commerciale pendant la période 1995-2015	46

Section 3 : Estimation de l'effet des dépenses publique sur la balance commerciale en Algérie par le modèle VAR	48
3.1. Présentation d'un modèle VAR (Modèle autorégressifs vectoriels)	49
3.2. Choix des variables	52
3.3. Processus de la modélisation	52
Conclusion	62
Conclusion général	63
Bibliographie	
Annexe	
Liste des figures et tableaux	

Le résumé

Les dépenses publiques constituent le principal moyen d'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Elle sert à la fois d'instrument de stabilisation macroéconomique sur le court et moyen terme et de levier pour atteindre les objectifs de croissance économique sur le long terme. La politique budgétaire en Algérie joue un rôle important dans la stabilisation macroéconomique, en endiguant tout effet d'éviction ces dernières années. Dans un contexte d'amélioration de l'allocation des ressources notamment au profit de l'activité économique. Et cela manent une étude méthodologique et économétrique sur l'influence des dépenses publiques sur la balance commerciale par un modèle VAR.

Mots clés : dépense publique, balance commerciale, commerce extérieur, modèle VAR.

Summary

Public expenditure is the main means of State intervention in economic and social life. It serves both as an instrument for macroeconomic stabilization in the short and medium term and as leverage for achieving long-term economic growth objectives. Fiscal policy in Algeria plays an important role in macroeconomic stabilization, stemming any eviction effects in recent years. In a context of improved allocation of resources, In particular to the benefit of economic activity. And this leads to a methodological and econometric study on the influence of public expenditure on the trade balance by a VAR model.

Key words: public expenditure, trade balance, foreign trade, VAR model.

الخلاصة

الإنفاق العام هو الوسيلة الرئيسية لتدخل الدولة في الحياة الاقتصادية والاجتماعية. أنه يخدم كلا أداة استقرار الاقتصاد الكلي في المدى القصير والمتوسط والنفوذ لتحقيق أهداف النمو الاقتصادي على المدى الطويل. السياسة المالية في الجزائر تلعب دورا هاما في استقرار الاقتصاد الكلي، والحد من أي ازدحام في السنوات الأخيرة. في سياق تحسين تخصيص معين من الموارد لصالح النشاط الاقتصادي. وهذه الدراسة المنهجية والاقتصاد القياسي nent عن أثر الإنفاق العام على الميزان التجاري عن طريق نموذج VAR

كلمات البحث الإنفاق العام الميزان التجاري والتجارة الخارجية, VAR.

